



**Conseil Communautaire
de la Communauté d'Agglomération de
Montpellier**

- - - - -

**Séance publique du
vendredi 24 octobre 2014**

- - - - -

PROCES-VERBAL

SEANCE EXTRAORDINAIRE DU 24 OCTOBRE 2014

L'an deux mille quatorze et le vingt-quatre octobre à seize heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents:

Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY- RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. C. MEUNIER, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.- P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, Mme T. FRANCES suppléant de M. T. BREYSSE, M. J.-P. DACHEUX suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme A. M. ARQUILIERE suppléant de M. Y. PELLET, Mme F. GABORIT suppléant de M. E. PENSO.

Pouvoir(s):

M. F. ABERT à Mme M. BODKIN, Mme V. BARTHAS-ORSAL à Mme M. DRAY-FITOUSSI, Mme C. CLARAC à M. N. SEGURA, M. R. COTTE à M. B. TRAVIER, M. T. DEWINTRE à Mme C. DARDE, M. J.-N. FOURCADE à M. J.-P. RICO, Mme C. MARION à Mme C. NAVARRE, Mme I. MARSALA à M. G. BARRAL, M. J.-L. MEISSONNIER à Mme A. DESTAILLATS, Mme P. MIRALLES à M. A. EL KANDOSSI.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU.

Monsieur le Président

Je vais proposer comme secrétaire de séance la candidature de Mademoiselle Maud Bodkin.

Est-ce qu'il y a d'autres candidats ?

Mademoiselle Bodkin, venez nous rejoindre à la tribune.

Je vais également demander à Madame Catherine Dardé, première Adjointe de la ville de Castelnau-le-Lez, première Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de venir nous rejoindre. Et je vais demander à François Delacroix ayant la fonction de Directeur de Cabinet à l'Agglomération, parce qu'il a travaillé activement à mes côtés sur la création de la Métropole. En remerciant Christian Fina également, bien entendu.

Mademoiselle BODKIN procède à l'appel. L'appel est clos.

Monsieur le Président

Merci, Mademoiselle Bodkin.

Avant d'entamer l'ordre du jour, qui ne comporte qu'une seule affaire, le passage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Montpellier Méditerranée Métropole, je voudrais remercier toutes les personnalités qui sont dans les tribunes et qui me font l'honneur d'être présentes pour ce Conseil d'Agglomération extraordinaire.

En premier lieu, les parlementaires. Madame Anne-Yvonne Le Dain, Députée de l'Hérault, qui représente Monsieur Damien Alary, Président de la Région Languedoc-Roussillon. Monsieur Patrick Vignal, Député de l'Hérault, Monsieur Christian Assaf, Député de l'Hérault, Madame Fanny Dombre-Coste, Députée de l'Hérault, Monsieur Robert Navarro, Sénateur de l'Hérault, Monsieur Henri Cabanel, Sénateur de l'Hérault, Monsieur Jean-Pierre Grand, Sénateur de l'Hérault.

Je voudrais également remercier pour leur présence, Monsieur Rolland Canayer, Président de la Communauté de Communes du pays Viganais. Monsieur Jean-Christian Rey, Maire de Bagnols-sur-Cèze et Président de l'Agglomération du Gard rhodanien qui est représenté par Monsieur Pierre Cochet. Monsieur Yvan Lachaud, Président de Nîmes Métropole, représenté par Monsieur Jean-Luc Descloux, Maire de Milhaud.

Je voudrais également remercier Madame Hedwige Sola, Maire de Cruzy, Madame Éliette Charpentier, Maire de Sauteyrargues. Remercier les corps consulaires pour leur présence. Madame So-reya Jabri, Consule générale du Royaume du Maroc. Monsieur Danilo Faggioni, Consul honoraire d'Italie. Madame Henriette Gleizes de Cambiaire, Consule honoraire de Malte. Monsieur Khaled Mouaki Benani, Consul de la République algérienne. Monsieur Pierre Moulin, Consul honoraire de Suède. Monsieur Éric Loustau, consul de Monaco. Madame Aniela Treanton, Consule honoraire de Suisse. Monsieur Pierre Chatel, Consul honoraire de Belgique. Je remercie pour sa présence, Monsieur André Deljarry, Président de la chambre de commerce et d'industrie. Monsieur Patrick Ceccotti, Président de la fédération du bâtiment. Remercier également Louis Nicollin qui est présent pas loin et également les Présidents des clubs sportifs de Montpellier, les représentants des Universités. Monsieur Didier Deschamp, Président de l'opéra orchestre, Monsieur Philippe Augé, Président de Montpellier 1, Monsieur François Botreau, Président de l'ordre des géomètres experts, Monsieur Pierre Boutet, Président de l'association nationale des membres de l'ordre du mérite de l'Hérault. Monsieur Xavier Bringer, Président de la fédération des promoteurs. Monsieur Philippe Capelier, Président de l'ordre des architectes. Monsieur Michel Marty, secrétaire général de la fédération départementale du bâtiment et des travaux publics. Monsieur Bernard Morin, Président de la CAPEM. Je voudrais excuser Monsieur André Vallini, Secrétaire d'État à la réforme territoriale et le remercier pour son petit message très chaleureux. Messieurs et mesdames les Présidents des Communautés d'Agglomération et Communautés de Communes qui se sont excusés et qui nous ont apporté, pour la plupart, un message de soutien à la Métropole. Monsieur Jacques Bascou, Président du Grand Narbonne. Monsieur Claude Arnaud, Président de la Communauté de Communes du Pays de Lunel et Maire de Lunel. Monsieur Jean-Luc Chapon, Président de la Communauté de Communes Pays d'Uzès. Monsieur Gilles d'Ettore, Président de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et Maire d'Agde. Monsieur François Commeinhes, Maire de Sète, Président de Thau Agglo et Sénateur. Monsieur Jean Denat, Président de la Communauté de Communes de Petite Camargue et Président du Conseil général du Gard. Et Monsieur Patrick Maugard, Maire de Castelnau-dary. Excuse également de Monsieur Kléber Mesquida, Député de l'Hérault qui nous a laissé un message de soutien pour la Métropole.

Nous pouvons commencer, le quorum est largement atteint. Je souhaiterai également excuser nos collègues qui ont été mandatés à Chengdu pour une mission transversale ville et Agglomération et

qui m'ont fait passer cette nuit une petite photo bien sympathique de soutien à la Métropole que je mettrai en ligne ce soir sur Facebook.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 1 affaire

Monsieur le Président

Je vous propose de nous prononcer sur l'ordre du jour qui ne comprend qu'une seule affaire. Y a-t-il des demandes de parole sur l'ordre du jour ?

Madame Jamet.

Madame JAMET

Juste une remarque. Parce que s'il est vrai que nous n'avons qu'un seul rapport, pour autant, dans ce rapport, je relève plusieurs points sur lesquels vous nous demandez de nous prononcer. Et notamment sur l'approbation de la dénomination de Montpellier Méditerranée Métropole où nous n'avons jamais été, du début jusqu'à la fin, été ni informés ni inclus dans ces débats et ces choix.

Monsieur le Président

C'est la conférence des Maires qui a fait cette proposition que j'ai transmise à la presse. La presse a donc joué ce rôle-là.

Madame JAMET

Ce qui donne donc déjà une bonne idée de ce que va être la mégapole de demain.

Monsieur le Président

Vous voterez contre.

Madame JAMET

L'ordre du jour ?

Monsieur le Président

Oui, vous votez contre.

L'ordre du jour est adopté à la majorité des voix exprimées (2 votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°2 : HORS COMMISSION – MÉTROPOLÉ - SAISINE DE L'ÉTAT POUR L'OBTENTION PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER DU STATUT DE MÉTROPOLÉ AU SENS DE L'ARTICLE L.5217-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Monsieur le Président

Un bref rappel, ensuite je vous lirai la délibération et nous laisserons la place au débat. Nous voterons cette résolution et après le vote, je me permettrai de dire un petit mot sur les nouvelles destinées de notre territoire.

Un petit mot d'histoire d'abord. Pour vous rappeler que le District de Montpellier, qui a été créé avec 12 Communes en 1965, comportait Castelnau-le-Lez, Clapier, Le Crès, Grabels, Jacou, Juvi-gnac, Lattes, Montferrier, Montpellier, Palavas, Saint Jean de Védas et Vendargues. La transformation du District en Communauté d'Agglomération s'est faite le 1er août 2001 et elle a donné la con-

formation que vous connaissez aujourd'hui avec nos 31 Communes. La loi MAPTAM du 27 janvier 2014 propose aux grandes Agglomérations de devenir Métropole sous le coup de la loi. Seule Montpellier a été exclue de cette liste, nous avons donc eu recours au processus démocratique de consultation des Communes requérant la majorité qualifiée pour obtenir le même résultat, c'est-à-dire pouvoir changer le statut de l'Agglomération en Métropole.

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au terme des alinéas 3 et 4 de l'article L. 5217-1 du CGCT, peuvent obtenir, à leur demande et par voie de décret, le statut de Métropole, les EPCI remplissant les conditions suivantes :

- obtenir l'accord des deux tiers au moins des conseils municipaux des Communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou l'accord de la moitié au moins des conseils municipaux des Communes représentant les deux tiers de la population ;
- être un EPCI à fiscalité propre qui forme, à la date de la création de la Métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants et dans le périmètre duquel se trouve le chef-lieu de région.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier remplit l'ensemble des critères énumérés par la loi de n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles pour demander l'accès au statut de Métropole.

Dans ce contexte, le Conseil communautaire du 17 juillet dernier a approuvé à une large majorité, par la délibération n°12363 le principe de saisine des conseils municipaux pour qu'ils se prononcent sur l'adoption par décret du statut de Métropole. Cette délibération est venue clôturer un processus approfondi de débat en conférence des Maires, à l'occasion duquel il a été rappelé que la création de la Métropole :

- était rendue indispensable par la réforme territoriale qui va redessiner la carte des Régions ;
- devait être consentie et négociée – c'est ce que nous avons dit pendant la campagne. Une Métropole douce, consentie, négociée et partagée, avec Max Lévida, nous n'avons jamais dit autre chose que cela, les autres interprétations sont des mensonges – avec les Communes au travers d'un pacte de confiance avec les Maires leur garantissant la souveraineté communale dans le cadre de la coopération intercommunale (ce pacte est annexé à la présente délibération et constitue la condition politique de la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole) ;
- devait être complétée par le lancement d'un dialogue métropolitain avec les Communautés de Communes et d'Agglomération voisines.

A la suite de cette délibération, les conseils municipaux des Communes membres ont été saisis et se sont prononcés comme suit en faveur de l'adoption du statut de Métropole :

- Commune de Montpellier : favorable (délibération n°2014-311 du conseil municipal de Montpellier en date du 24 juillet 2014)
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone : favorable (délibération n°2014 DAD 120 du conseil municipal de Villeneuve-lès-Maguelone en date du 2 septembre 2014)
- Commune de Saussan : défavorable (délibération n°D 08 09 2014 1 du conseil municipal de Saussan en date du 8 septembre 2014)
- Commune de Saint-Brès : favorable (délibération n°2014-088 du conseil municipal de Saint-Brès en date du 11 septembre 2014)
- Commune de Baillargues : favorable (délibération n°2014-88 du conseil municipal de Baillargues en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Cournonsec : favorable (délibération n°2 du conseil municipal de Cournonsec en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Saint Georges d'Orques : favorable (délibération n°2014/128 du conseil municipal de Saint Georges d'Orques en date du 18 septembre 2014)

- Commune de Sussargues : favorable (délibération n°DE14_041 du conseil municipal de Sussargues en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Juvignac : favorable (délibération n°14.09.18.01 du conseil municipal de Juvignac en date du 18 septembre 2014)
- Commune de Saint Genies des Mourgues : favorable (délibération n°39/14 du conseil municipal de Saint Genies des Mourgues en date du 23 septembre 2014)
- Commune de Cournonterral : favorable (délibération n°D2014/70 du conseil municipal de Cournonterral en date du 24 septembre 2014)
- Commune du Cres : favorable (délibération n°65-2014 du conseil municipal du Cres en date du 25 septembre 2014)
- Commune de Castries : favorable (délibération n°2014/25-09/006 du conseil municipal de Castries en date du 25 septembre 2014)
- Commune de Pérols : favorable (délibération n°2014-09-25/4 du conseil municipal de Pérols en date du 25 septembre 2014)
- Commune de Lattes : favorable (délibération n°2014-202 du conseil municipal de Lattes en date du 25 septembre 2014)
- Commune de Montferrier-sur-Lez : favorable (délibération n°2014-24 du conseil municipal de Montferrier-sur-Lez en date du 30 septembre 2014)
- Commune de Lavérune : défavorable (délibération n°2014-60 du conseil municipal de Lavérune en date du 2 octobre 2014)
- Commune de Montaud : favorable (délibération du conseil municipal de Montaud en date du 2 octobre 2014)
- Commune de Murviel-lès-Montpellier : favorable (délibération n°47/2014 du conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier en date du 2 octobre 2014)
- Commune de Jacou : favorable (délibération n°DEL01-06OCT14 du conseil municipal de Jacou en date du 6 octobre 2014)
- Commune de Saint-Drézéry : favorable (délibération n°2014-055 du conseil municipal de Saint-Drézéry en date du 6 octobre 2014)
- Commune de Clapiers : favorable (délibération n°2014/11/01 du conseil municipal de Clapiers en date du 7 octobre 2014)
- Commune de Prades-le-Lez : favorable (délibération n°116/2014 du conseil municipal de Prades-le-Lez en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Beaulieu : favorable (délibération n°14.10.01 du conseil municipal de Beaulieu en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Saint Jean de Védas : favorable (délibération n°2014-86 du conseil municipal de Saint Jean de Védas en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Vendargues : favorable (délibération n°80/2014 du conseil municipal de Vendargues en date du 9 octobre 2014)
- Commune de Grabels : défavorable (délibération n°096/13-10-2014 du conseil municipal de Grabels en date du 13 octobre 2014)
- Commune de Pignan : favorable (délibération n°101/2014 du conseil municipal de Pignan en date du 13 octobre 2014)
- Commune de Fabrègues : défavorable (délibération n°2014-036 du conseil municipal de Fabrègues en date du 14 octobre 2014)
- Commune de Restinclières : défavorable (délibération n°2014-041 du conseil municipal de Restinclières en date du 14 octobre 2014)
- Commune de Castelnau-le-Lez : favorable (délibération n°2014/10-02 du conseil municipal de Castelnau-le-Lez en date du 16 octobre 2014).

Les conditions de majorité requises, s'agissant du critère de la population ou de celui du nombre de

conseils municipaux favorables au passage en Métropole, sont amplement remplies.

Cette large majorité des Communes de notre Agglomération s'est rassemblée autour d'une ambition, d'une démarche et d'un projet.

Je rajoute à mon propos le tableau qui est ici, que j'adresserai à tous les Maires de l'Agglomération parce qu'ils me l'ont demandé. Ce tableau reprend le nombre d'habitants, les votes des Communes, le nombre de conseillers municipaux, le nombre de votants, ceux qui sont favorables, ceux qui sont contre et ceux qui s'abstiennent et la représentation en nombre d'habitants du vote pour et du vote contre. La population, pour l'Agglomération de Montpellier, est de 434 309 habitants. Le nombre de votes favorables et de Communes favorables est de 26 Communes pour, 5 contre. Le nombre de conseillers municipaux qui ont été consultés est de 831 conseillers municipaux. Le nombre de votants a été 748 conseillers municipaux. 638 ont été favorables, 143 contre et 20 abstentions. Le décompte de la population représentée contre est de 18 905 habitants. Le décompte de la population favorable est de 415 404 habitants. La majorité qualifiée est donc bien atteinte, largement. Deux tiers au moins des conseils municipaux représentants plus de la moitié de la population totale, autrement dit 217 155 habitants. Ou bien 50 % au moins des conseils municipaux représentants les deux tiers de la population, c'est-à-dire 289 540 habitants. En synthèse, 82 % des conseillers municipaux ont voté pour l'obtention du statut de Métropole, soit 84 % des Communes représentant 96 % de la population.

Une ambition : s'inscrire de manière offensive dans le paysage territorial à venir et de la grande région issue de la fusion des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, en faisant de la Métropole le moteur d'une stratégie de coopération avec l'ensemble des Communautés de Communes et d'Agglomération formant un bassin de vie.

Une démarche : construire une Métropole douce, respectueuse des souverainetés communales, conçue comme une coopérative d'action publique au service des Communes et s'inscrivant dans des relations harmonieuses avec ses Communautés voisines.

Un projet : initier un projet de territoire ambitieux autour des cinq piliers que sont le développement touristique, la santé, le numérique, les sciences du vivant et les transports. Ces cinq piliers sont autant de domaines d'excellence de notre territoire et de marqueurs de son identité que la Métropole s'attachera à valoriser, structurer et développer.

Il est proposé que la dénomination de la Métropole soit « Montpellier Méditerranée Métropole » et que son siège administratif soit fixé 50 place Zeus à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le Président à saisir le représentant de l'État pour obtenir par décret le statut de Métropole conformément à l'article L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver la dénomination de « Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- fixer le siège administratif de la Métropole au 50 place Zeus à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Voilà l'intégralité de la délibération au débat. Qui souhaite s'exprimer ? Monsieur Jaoul, Monsieur Larue, Monsieur Audrin, Madame Danan, Madame Frêche, Monsieur Martin, Madame Guiraud, Monsieur Lussert, Madame Jamet, Monsieur Revol, Monsieur Segura, Monsieur Moure, Monsieur Caizergues, Monsieur Rouilleault et Monsieur Grand.

Je mets aux voix la liste ainsi composée. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Elle est adoptée à l'unanimité. La parole est aux orateurs, Monsieur Jaoul, Maire de Saint-Brès, Vice-Président de l'Agglo-

mération.

Monsieur JAOUL

Monsieur le Président, mes chers collègues, mesdames, messieurs. Je voudrais d'abord vous dire toute mon émotion en ce moment si particulier où nous allons acter aujourd'hui le passage de notre Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole. Nous savons tous que dans les mois qui viennent, un travail important va devoir être réalisé pour réussir cette transformation qui marque évidemment une grande ambition pour notre territoire. Vous venez de l'évoquer, Monsieur le Président, une très large majorité des conseillers municipaux de notre Communauté d'Agglomération s'est prononcée favorablement pour ce changement de statut. Ce large rassemblement s'inscrit dans la continuité de l'histoire de notre Agglomération. La transformation de l'Agglomération de Montpellier en Métropole, au 1er janvier prochain, marquera jour pour jour la date anniversaire de fondation du District de Montpellier en 1965. Cela remonte déjà à un demi-siècle, vous l'avez rappelé dans votre introduction. 50 ans plus tard, nous délibérons pour la troisième étape depuis la création du District, devenu Communauté d'Agglomération en 2001. Ce soir, par la volonté politique des élus, nous allons transformer l'Agglomération en Métropole.

Monsieur le Président, depuis votre élection à la tête de notre institution, vous avez rassemblé. J'en suis particulièrement heureux et je souhaite que ce rassemblement soit demain encore plus large, car nous aurons besoin de toutes les énergies, de toutes les sensibilités politiques pour réussir la construction de notre Métropole, pour relever les nombreux défis économiques, mais aussi environnementaux et sociétaux qui s'annoncent pour répondre aux attentes légitimes des citoyens de notre territoire. Je sais qu'avec vous un tel rassemblement est possible parce que vous partagez un sens des responsabilités du service public et surtout une envie de mouvement et vous nous le prouvez tous les jours. En effet, si en quelques mois notre Agglomération a autant avancé, c'est bien grâce à votre capacité à dépasser les clivages partisans, à votre sens de l'intérêt général. Cela nous permet sans cesse d'aller de l'avant, d'innover, d'inventer. Il faut garder cette volonté-là pour continuer demain à nous donner les moyens de notre développement.

Cette évolution, vous avez souhaité, Monsieur le Président, qu'elle soit consentie, partagée et négociée avec les Maires des 31 Communes, cette transformation en Métropole a été bien anticipée, c'est une transformation respectueuse de la souveraineté des Communes, plaçant la proximité au cœur du projet politique.

Enfin, vous avez aussi annoncé le pacte de confiance des Maires. Ce pacte, qui a été élaboré en conférence des Maires, affirme la place centrale des Communes au cœur de l'action. Cela se traduit, bien évidemment, par la réaffirmation de la commune comme premier maillon de la relation avec les habitants. Et ce que j'ai retenu c'est que dans ce pacte de confiance des Maires, il est indiqué qu'« aucune décision touchant à l'urbanisme et à l'aménagement de l'espace public ne pourra se faire de façon unilatérale. Il faudra que les deux délibérations soient croisées, une de la Métropole et une de la commune concernée ».

Enfin, je crois que nous ne l'avons pas dit assez souvent, mais vous avez prouvé, dans la composition de votre exécutif, que vous accordiez une place très importante aux villes et surtout aux villages par rapport à la ville-centre de Montpellier. Cinq Vice-Présidents issus de la ville-centre, dix Vice-Présidents issus des autres Communes et notamment des villages. C'est une première dans le fonctionnement de notre institution où les élus de la ville-centre ne sont finalement pas majoritaires dans l'exécutif. C'est une preuve de grande confiance que vous nous faites et cela, je tenais à le souligner et à vous remercier.

Enfin, ce sont les 31 Maires qui représentent chacun une commune et qui possèdent une seule voix, qui dans leur conférence sont à même de donner les orientations précises pour l'Agglomération sur l'ensemble de son territoire. Vous nous proposez un mode de gouvernance partagé où la voix du Maire de la plus petite commune de l'Agglomération compte autant que celle de la ville-centre de Montpellier. Cette évolution sera complétée, vous l'avez évoqué, par le lancement d'un pôle métro-

politain avec les Communautés de Communes et d'Agglomération de la Région.

Aujourd'hui, avec cette évolution, j'ai une pensée respectueuse et émue pour Georges Frêche qui, pendant de longues années, a souvent évoqué l'idée d'une grande Agglomération qui partait d'Alès en passant par Montpellier pour aller jusqu'au grand Narbonne. Eh bien, Monsieur le Président, aujourd'hui, vous êtes en train de concrétiser finalement, à travers le projet de pôle métropolitain, cette belle vision d'aménagement de notre territoire qu'a longtemps plaidé Georges Frêche.

Mes chers collègues, c'est parce que notre Communauté d'Agglomération est riche de toute cette histoire que nous sommes aujourd'hui en situation d'en inventer une autre plus ambitieuse encore. La mise en œuvre de la Métropole, nous le savons, constitue un formidable défi. Cette dynamique extraordinaire que nous allons impulser sera observée, sera évaluée, jaugée, parce que c'est une première. Contrairement aux autres Métropoles transformées automatiquement par décret, celle de Montpellier est actée par la voix des Communes. Oui, nous sommes des pionniers, des défricheurs d'avenir parce qu'aujourd'hui nous écrivons une nouvelle histoire et tout le monde nous regarde. Monsieur le Président, mes chers collègues, nous avons 5 ans pour réussir, 5 ans pour bâtir une nouvelle forme d'action publique. Nous avons tous les atouts et toute l'énergie pour cela, j'en suis convaincu. En 2020, l'institution inédite que nous aurons créée agira avec beaucoup de plus de clarté parce que nous aurons fait le bon choix au bon moment.

C'est pourquoi vous pouvez compter sur mon engagement pour porter à vos côtés l'histoire de Montpellier Méditerranée Métropole, je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Saint-Brès. Monsieur Alex Larue.

Monsieur LARUE

Monsieur le Président, chers collègues. Je tenais tout d'abord à féliciter cette assemblée pour ce changement de statut. Je pense qu'effectivement, nous avons été, avec mes colistiers, précurseurs en créant une association de préfiguration municipale qui s'appelait Montpellier Métropole. Nous ne pouvons donc que nous réjouir de cette décision. Cependant, ce n'est pas sur ce sujet que je souhaiterais intervenir et je souhaite rebondir sur les commentaires de Madame Jamet et sur la réponse que vous lui avez faite. Je tiens à préciser qu'à titre personnel, je n'ai aucun commentaire ni aucune opposition sur le nom « Montpellier Méditerranée Métropole » que je trouve très bien. En revanche, je vous rappelle que les décisions se prennent en conseil d'Agglomération. Il est effectivement une bonne chose qu'il existe une conférence des Maires, cette conférence des Maires réunit effectivement les 31 Maires de l'Agglomération, c'est un lieu de démocratie. Mais je vous rappelle que suite à la dernière loi, le conseil d'Agglomération réunit également les membres de l'opposition et que dans ce contexte-là, il est très important du point de vue de la démocratie qu'avant d'annoncer une décision à la presse, il est nécessaire de la soumettre avant au vote du conseil d'Agglomération. Puisque même si certains Maires, voire tous les Maires de l'Agglomération ont voté en faveur de ce nom, qui n'était d'ailleurs pas celui qui avait votre préférence, les autres membres de l'Agglomération auraient sûrement aimé pouvoir participer à l'échange sur ce nom, voire proposer d'autres noms. J'aimerais donc qu'à l'avenir, s'il vous plaît Monsieur le Président, l'on puisse débattre librement et sans contrainte ce type de problématiques avant que vous fassiez des annonces à la presse. Je vous en remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Larue. Nous allons nous prononcer légalement sur le nom.

Monsieur LARUE

Bien sûr, mais il n'y a pas eu débat sur les propositions de nom, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Cette délibération est faite pour cela. Je vais vous dire, je ne suis même pas obligé de réunir le conseil d'Agglomération de Montpellier pour passer en Métropole. La loi autorise à ce que ce soit une décision du Préfet suite au vote des Communes sans aucun conseil d'Agglomération. Si j'ai souhaité faire ce conseil d'Agglomération, c'est parce que j'ai conscience aussi des instances de la République, des instances légales. Mais lorsque l'on crée une Agglomération dans le consensus, sans la guerre, par la négociation, il faut donner aux Maires une quantité de pouvoirs nécessaires à la souveraineté de leurs décisions. C'est la raison pour laquelle le consensus qui s'est établi entre nous sur le nom me paraissait assez fondamental et représentait en tout cas l'immense majorité de ce conseil.

Monsieur LARUE

Très bien, mais chacun des Maires, sauf erreur de ma part, est mandaté par son propre conseil municipal. Je n'ai pas le souvenir que l'on ait eu un débat en conseil municipal à Montpellier sur le choix du nom. Donc, c'est pour ça qu'à l'avenir, je vous demande simplement sur ces sujets-là, même si je suis d'accord sur le fond, c'est un problème de forme et je pense que ce serait une image favorable de la démocratie qui viendrait soutenir votre action.

Monsieur le Président

La démocratie, je viens de l'exercer pendant 4 mois. Il y a des Communes dans lesquelles je suis allé 3-4 fois. J'ai affronté des salles favorables, des salles hostiles. Nous avons traversé des orages, des plaines gorgées de fruits. C'est ainsi la vie politique. Et finalement, nous arrivons à ce résultat que je ne suis pas obligé de faire voter aujourd'hui, mais par souci de démocratie, j'ai réuni le conseil d'Agglomération.

Monsieur Audrin.

Monsieur AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais aujourd'hui témoigner. Témoigner parce que j'ai eu la chance de participer à de nombreuses réunions publiques, notamment la quasi-totalité de celles de l'Arc Ouest. Je voudrais vous dire à tous qui êtes présents que c'est une grande leçon de démocratie que j'ai prise, une grande leçon de politique qui fait qu'au travers de ces différents débats, j'ai pu percevoir d'une part l'intérêt de nos administrés quant à l'avènement de cette Métropole et l'intérêt de tous les élus qui étaient là tous ensemble à débattre, discuter et très souvent en arriver aux mêmes conclusions. Donc, un grand merci pour ces 4 mois. Je n'ai assisté qu'à quelques-unes de ces manifestations et je voudrais dire combien je suis fier aujourd'hui de pouvoir participer à la validation de cette Métropole.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire de Saint Georges d'Orques.

Madame Danan.

Madame DANAN

Monsieur le Président, chers collègues. Je voudrais tout d'abord partager ma satisfaction devant ce qui n'est plus un vote positif, mais un élan. Je pense que c'est un élan que nous allons pouvoir partager tous ensemble avec toutes les compétences pour que la mise en place de la Métropole soit un franc succès. Vous avez dit vous-mêmes vouloir travailler de façon très consensuelle, et vous avez commencé à le faire. En ce qui me concerne, sur les 5 thèmes que vous avez évoqués, bien sûr, le thème de la santé et du numérique et de la santé à travers le numérique est un thème particulièrement intéressant et porteur pour notre Communauté d'Agglomération, notre Métropole maintenant. Je souhaite donc un plein succès. Sachez que nous sommes partants pour travailler et apporter toutes nos compétences dans la mise en œuvre de ces projets. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Madame Danan.

Julie Frêche.

Madame FRECHE

Monsieur le Président, mesdames et messieurs les Vice-Présidents et conseillers communautaires. D'abord, je voudrais dire un mot sur le nom. Évidemment, « Montpellier Méditerranée Métropole », je trouve que c'est un nom très pertinent, mais c'est vrai que je trouvais que « Montpellier Sud de France » était un nom plus approprié pour la bonne et simple raison que je le trouvais plus original. Je ne dis pas que Sud de France est connu partout dans le monde, je dis juste qu'il y a déjà eu un travail marketing, économique fait sur cette appellation et que l'on aurait pu tirer dans le même sens. En plus, contrairement à la Méditerranée, qui détermine plus une zone géographique, ou plutôt un bassin extrêmement riche historiquement, je ne crois pas que ça nous identifie plus que la Grèce, que l'Italie ou que le littoral du Maghreb. Donc, je crois que Sud de France nous aurait mieux positionné et nous aurait démarqué vis-à-vis d'Agde, vis-à-vis de Béziers et vis-à-vis de Perpignan. Donc, je trouve que le terme est très bien, mais je ne sais pas si on peut encore proposer Montpellier Méditerranée Sud de France. Mais je respecte la décision des 31 Maires de cette Agglomération.

Après, je me posais une autre question. Je voudrais savoir si cette transformation en Métropole à périmètre constant a vocation, dans un deuxième temps, à évoluer. Parce que si on s'appelle Méditerranée, il faut faire entrer dans notre périmètre administratif les Communes du littoral qui sont parties, d'ailleurs pour des raisons fallacieuses. On peut se rappeler à l'époque que c'était un Sénateur, Président de région, un cavalier législatif dans la loi urbanisme et habitat de 2001 qui avait permis à des Communes de l'Agglomération qui faisaient partie de l'ancien District pour certaines et non pour d'autres de quitter notre structure. Je crois que si on s'appelle aujourd'hui « Montpellier Méditerranée Métropole », il faudra que les Communes autres du littoral méditerranéen reviennent dans le périmètre administratif de la Métropole.

Deuxième remarque, celui du statut de notre Métropole. Pourquoi nous appeler Métropole ? Le terme de Métropole n'est pas une marque reconnue à l'international, c'est un statut juridique. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, il y a de nombreuses Communautés d'Agglomération qui s'appellent Métropole sans en avoir le statut. Que veut dire l'appellation Métropole ? L'appellation Métropole ce n'est pas finalement un label marketing dans le monde, mais c'est bien synonyme de transfert de compétences notamment de la sphère départementale à la sphère métropolitaine. Ça concerne entre autres les routes départementales, une partie des 7 compétences du social et les transports scolaires. Les parlementaires, et je parle sous leur couvert, me diront peut-être que la loi NOTRe n'est pas encore votée et n'a pas encore été débattu au sein du Sénat ou de l'Assemblée nationale. En tout cas, pour l'instant, les textes prévoient que l'ensemble de ces compétences soient transférées à la Métropole. Pour ma part, je m'en réjouis, mais je regrette que nous allions vers une élection départementale. Je suis d'accord avec le Premier ministre lorsqu'il dit que, sur le territoire de la Métropole, les Métropoles créées au 1er janvier 2015 devront se baser sur le système lyonnais.

C'est-à-dire que sur le territoire de la Métropole, suppression des cantons départementaux. Quand on sait que les départements vont être vidés de leur substance, nous allons vider de leur substance les départements et nous allons maintenir sur un même territoire, les élus de la Métropole et du futur pôle métropolitain, deux structures juridiques bien distinctes, des élus départementaux d'une structure vidée sur le territoire métropolitain de sa compétence et des élus communaux qui pour le coup ont tout leur rôle à jouer dans le rapport que le maillage des élus communaux devra jouer sur les services à la proximité. Et sur les services à la proximité, je crois que l'on pourrait par exemple être

la première Métropole à mettre en place une véritable démocratie de proximité avec des budgets participatifs sur l'ensemble du territoire métropolitain. Comme cela est fait à Paris, avec les conseils d'arrondissements, nous pourrions avoir le même découpage administratif sur la sphère métropolitaine. Évidemment, sous-tendant que le périmètre administratif de la Métropole soit élargi en mettant en place un véritable système de démocratie participative avec des budgets participatifs, 5 % du budget. Nous pouvons d'ailleurs nous caler sur ce qu'a fait Paris puisque Paris s'est calée sur ce qu'a fait Porto Alegre, Hambourg ou Milan.

Ça, c'était la phase du statut, ensuite, il y a la phase de la stratégie métropolitaine. Quelle stratégie métropolitaine allons-nous mettre en place ? Je crois que nous avons des atouts indéniables sur les fonctions scientifiques et sur nos capacités dans le domaine du transport. Nous avons deux faiblesses, nous n'avons pas d'industrie, nous n'avons pas d'économie productive, nous sommes une économie présentielle. C'est pour ça que le combat que nous devons mener pour que Montpellier soit capitale régionale est un combat crucial pour notre économie. Parce que si nous perdons tous les emplois publics à Montpellier, avec la baisse de l'économie du BTP, les quarante dernières années qui ont épuisé tant de gens dans cette assemblée, Montpellier redeviendra une ville de province. Notre performance, là où nous sommes, je crois, les meilleurs et là où nous pouvons renforcer ce levier structurant pour notre économie, c'est bien sur l'innovation. C'est évidemment le BIC qui est une parfaite synergie entre les entreprises, la recherche, le secteur public pour créer et accompagner le développement des entreprises innovantes avec deux pépinières extrêmement performantes, Cap Alpha et Cap Oméga. C'est d'ailleurs le soutien extrêmement fort que vous apportez au label French Tech.

Je voudrais faire une autre proposition, nous l'avons vu, ça a été popularisé par le prix Nobel Jean Tirole qui a fait la majeure partie de ses travaux à Toulouse, dans l'université, grâce à l'Institut d'études avancées. L'Institut d'études avancées, ça existe à Nantes, à Toulouse, ça vient des États-Unis et c'est finalement là que Jean Tirole a fait la plupart de ses travaux et ça permet d'accueillir des chercheurs du monde entier sur des thématiques. Donc, cette plate-forme de collaboration entre chercheurs me semble être extrêmement intéressante et pourrait travailler en complémentarité du BIC et des deux pépinières d'entreprises.

Ensuite, la deuxième force de Montpellier c'est sa culture et son tourisme. Je crois qu'aujourd'hui, nous devons avoir un véritable office du tourisme métropolitain. Nous devons mutualiser, rationaliser, nous devons devenir la plate-forme des stages en matière sportive, nous devons sauver l'orchestre, nous devons préserver plus que tout les bijoux qui font de Montpellier une Métropole d'envergure européenne.

Je ne voudrais pas être trop longue et je voudrais terminer en disant que compte tenu du dynamisme du territoire depuis une dizaine d'années, je crois que nous avons tous les moyens et je suis pleinement d'accord avec les 5 axes que vous avez priorisés pour que Montpellier devienne une Métropole d'envergure européenne. Je vous remercie pour votre attention.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. D'abord, je vois qu'il n'y a pas une feuille de papier à cigarette entre le programme que j'ai proposé aux élections municipales et vos propos, sur la démocratie participative, sur les 5 axes de la Métropole, sur l'innovation, sur le tourisme, sur la recherche, sur l'université. Deux points, je partage votre point de vue sur les cantonales. Je suis au regret de dire que le programme du conseiller territorial qu'avait proposé Nicolas Sarkozy était largement plus réaliste.

Cependant, j'aurais bien aimé que ce soit des conseillers métropolitains qui soient désignés sur le territoire de la Métropole, c'était plus simple pour tout le monde. Là, ça va m'obliger à présenter des candidats sur les cantons de Montpellier parce que je ne peux pas faire autrement, si je n'en présente pas, on va dire « il a peur » et comme Bonaparte, je suis condamné à la victoire.

Le dernier point où je vous rejoins, et j'avais prévu de le proposer aux 31 Maires, c'est le nom de Sud de France. Oui, Sud de France faisait partie des 4 noms que j'ai proposés au jugement des Maires. Les Maires ont indiqué, et je les ai soutenus, en corrélation avec l'accord que j'avais fait avec Christian Bourquin de son vivant, c'est de prendre Montpellier Sud de France comme marque ombrelle de Montpellier en l'intégrant dans la marque ombrelle régionale Sud de France. Donc, on peut très bien avoir une Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » et une marque économique « Montpellier Sud de France ». C'est le choix que je ferai, pour ma part, si on m'en donne l'autorité.

Monsieur Martin.

Monsieur MARTIN

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Au cours de cet automne, des textes importants relatifs à des modifications territoriales vont être discutés à l'Assemblée nationale et au Sénat. Dans quelques jours, le 28 octobre, le Premier ministre va s'adresser aux Sénateurs en ce sens. Puis, s'en suivra la réouverture du débat sur la réforme territoriale, puis fin décembre, la discussion autour du texte qui définit les compétences dévolues à chacune des strates de la nouvelle organisation du territoire. C'est donc toute notre architecture républicaine et notre modèle de société qui va être bouleversé par cette nouvelle contre-réforme qui s'inscrit dans un vaste projet de remodelage social et territorial du pays tout entier. La loi de 2010 de Nicolas Sarkozy, que vous évoquiez à l'instant, portant sur la réforme des collectivités territoriales, avait été combattue par la gauche dans son ensemble et même par certains à droite dans le propre parti de Nicolas Sarkozy. Pourtant, elle n'a été ni abrogée ni même détricotée et le gouvernement qui voudrait incarner une gauche moderne a finalement appliqué les recettes de la droite du passé et la réforme Sarkozy a été amplifiée par l'adoption de cette loi dite de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles. Et c'est donc dans le cadre de cette loi que veut nous faire rentrer notre délibération d'aujourd'hui.

Cette loi répond à trois objectifs essentiels. Tout d'abord, imposer l'austérité à travers l'objectif avoué et annoncé de réduire encore et toujours la dépense publique. Ensuite, attiser la concurrence entre les territoires pour accroître la compétitivité. Et enfin, troisième objectif, ouvrir de nouveaux espaces de profits au marché en rationalisant l'architecture républicaine, c'est-à-dire en éloignant les citoyens des lieux de décision. L'enjeu de cette loi n'est donc plus de rechercher l'égalité territoriale, mais d'inscrire chaque territoire dans une concurrence avec les autres. Chaque territoire devrait donc devenir attractif, non pas pour les habitants eux-mêmes, mais pour les capitaux. Au nom de cela, le pouvoir réduit déjà fortement les dotations aux collectivités pour placer les populations de ces territoires dans les mains du privé. Ainsi, seront de plus en plus développés des équipements privés où sera prioritairement recherchée la rentabilité au détriment du service public.

Dans un tel schéma, le pivot des politiques sociales en lien avec l'État que constitue le conseil général, l'outil de gestion et de répartition différenciée des ressources que constitue la Région et surtout, l'unité de base de la démocratie qu'est la commune entre en contradiction avec la phase actuelle qu'imprime le capitalisme. Car oui, et c'est là le plus grave, tout ceci va de pair avec la volonté de détruire les représentations politiques et donc les espaces de démocratie. Le mouvement lancé prévoit lentement mais sûrement la disparition des Communes, la disparition du fait communal qui constitue les soubassements de la République française. Faut-il voir les 36 000 assemblées élues délibératives, en lien étroit avec les populations, comme un coût ou comme une richesse démocratique à revivifier ? Une gauche progressiste aurait agi non pas pour revenir à une hyper centralisation autour des Métropoles, mais pour amplifier les relais de proximité, pour encourager les assemblées délibératives, ce qui n'empêche aucunement, bien au contraire, de créer des formes de coopérations intercommunales que je juge absolument nécessaires.

Vous comprendrez donc que je ne peux pas voter pour nous inscrire dans le cadre de cette loi. Mais, je reconnais des points positifs dans la mise en œuvre qui nous est proposée de cette loi.

Tout d'abord, en ce qui concerne le fameux pacte de confiance que vous nous proposez. D'ailleurs, s'il nous était proposé au vote, je l'ai déjà dit en conseil municipal à Montpellier, je voterais pour ce pacte de confiance. D'abord, parce que son existence est la preuve même, l'aveu que cette loi est antidémocratique, puisqu'il faut en adoucir les pires aspects avec ce pacte-là. Dans ce pacte, il est dit « il faut réaffirmer la commune comme premier maillon de la relation aux habitants et la gestion de la proximité ». C'est pour cette phrase-là qu'effectivement ce pacte me convient. Mais tout de même, même dans cette phrase on ne retrouve plus, parce que la loi ne le permet plus, la mention aux pouvoirs de la commune ni la mention à la souveraineté des Communes puisque ce pouvoir et cette souveraineté sont supprimés de par la loi. Certes, je le reconnais, vous faites en sorte par ce pacte que la souveraineté des Communes ne soit pas bafouée, et je m'en réjouis, mais cela ne la leur rend pas pour autant. Par exemple, un droit de veto permettra de ne pas imposer un PLU refusé par une commune. Il n'empêche, la commune perd son pouvoir et perd la souveraineté de créer son propre PLU.

En ce qui concerne le nom de la Métropole, j'en comprends le sens et l'intérêt, donc il me convient. Je trouve également les cinq piliers de développement pertinents au regard croisé des compétences et de l'identité de notre territoire. En plus, ils ne sont pas tous nouveaux, ça fait partie de l'identité du territoire, de ce qui est déjà inscrit dans notre territoire, donc évidemment je les partage. La démarche coopérative encore plus, je la partage bien entendu puisque j'ai même expliqué il y a un instant qu'elle n'avait pas besoin du statut de Métropole pour se faire et pour s'amplifier. Pour conclure, ma position, c'est-à-dire la position qui était celle du groupe auquel j'appartenais lors du mandat précédant, cette position a toujours été claire, nous étions contre le passage en Métropole, mais c'était à chacune des 31 Communes d'en décider démocratiquement et souverainement.

Alors, bien entendu, je prends acte que 26 Communes sur les 31 ont décidé souverainement et démocratiquement de passer au statut de Métropole. C'est la raison pour laquelle, malgré les dangers que j'ai dénoncés, tout en considérant les conditions d'application qui nous sont proposées ici, que je ne m'opposerai pas au choix souverain des Communes et donc que je m'abstiendrai sur ce vote. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Martin. Merci de l'honnêteté de votre position politique. Je voudrais en profiter pour saluer l'arrivée de Patrice Canayer, entraîneur du MAHB et le féliciter pour la belle victoire sur Nîmes hier soir et remercier les 400 personnes qui suivent nos débats dans la salle Guillaume Pelloutier qui est pleine comme un œuf. Merci à tous d'être venus et de suivre cet exercice de démocratie historique pour l'Agglomération de Montpellier.

Madame Guiraud, Maire de Saint-Jean-de-Védas.

Madame GUIRAUD

Monsieur le Président, mes chers collègues. Rassurez-vous, je serai brève. Simplement pour dire, comme l'a rappelé notre collègue Laurent Jaoul, que Montpellier comme Brest a eu la chance de bénéficier d'un processus démocratique. Nous n'allons donc pas boudé notre plaisir. Merci, pour toutes les réunions, Président, que vous avez faites dans les différentes Communes. Ce qui fait que chacun a pu exprimer ses inquiétudes, ses craintes ou ses espoirs. Ce que je voulais souligner, c'est que cette construction a été abordée sous un angle nouveau, c'est le projet de territoire. Et surtout, ses interconnexions avec les territoires voisins. Il y a une vraie pertinence à travailler à ce niveau-là, nous ne sommes pas sur une île isolée. Nous nous situons dans un ensemble et il faut savoir travailler dans cet ensemble. Et cette nouveauté, c'est qu'aujourd'hui, les Maires se parlent, chacun découvre le territoire de l'autre et chacun découvre les problématiques des autres territoires. Et ce que

j'ai bien aimé dans la diapositive qui était présentée tout à l'heure, 31 Communes marchent ensemble, 31 Communes ensemble. Nous bâtissons ensemble, nous bâtissons une intercommunalité qui est consentie, une intercommunalité qui est partagée et nous arrêtons enfin de nous regarder le nombril.

Et enfin avec vous, Président, on remet l'élu et tous les élus au cœur du processus de décision. Alors n'ayons pas peur de la Métropole, c'est une chance pour nous, car, que pesons-nous, nous petites Communes dans le paysage qui est le nôtre ? Peut-être un certain poids aujourd'hui, demain je n'en sais rien. À l'heure des baisses des dotations de l'État, notre survie passe par la force et la solidité d'une Métropole. Alors oui, peut-être que chacun des Maires devra accepter de partager un peu son pouvoir, et alors ? Sachons regarder l'intérêt général. Je comprends les inquiétudes de certains élus, je vous avoue qu'elles étaient les miennes auparavant. Alors si aujourd'hui elles sont dissipées, la confiance, puisque nous allons signer un pacte de confiance, cette confiance n'empêchera pas la vigilance. Je suis persuadée que la Métropole de demain, celle du 1er janvier 2015, sera gage de dynamisme et surtout de vraie solidarité entre nos 31 Communes.

Monsieur le Président

Merci, Madame le Maire.

Monsieur Jean-Marc Lussert, Maire de Prades-le-Lez.

Monsieur LUSSERT

Monsieur le Président, mesdames et messieurs. Nous sommes ici pour accompagner l'Agglomération à sa dernière demeure et la Métropole sur ses fonts baptismaux. Je suis content. J'avais commencé une intervention il y a quelque temps en disant que tout le monde était très favorable à la réforme territoriale, à l'amincissement du millefeuille, sauf que quand on demandait à un élu régional de faire quelque chose, il pensait qu'il fallait garder la Région, quand on demandait à un élu départemental, c'était la même chose. Et donc, quand on demandait à un Maire, il ne fallait absolument pas perdre des miettes de pouvoir. Alors, je suis content puisque comme Isabelle vient de le dire nous avons accepté de partager ce pouvoir. Content aussi pour la grande leçon de démocratie. J'ai quand même un petit regret, c'est-à-dire que nous nous sommes bien régalez, les 31 Maires à essayer d'écrire l'histoire, mais il me semble que dans cette histoire, on a un peu oublié les conseillers municipaux. C'est-à-dire que lorsque nous avons discuté pour voter oui ou non pour la Métropole, j'ai entendu les conseillers municipaux dire, « mais à quoi va-t-on servir bientôt puisque tout se joue à la conférence des Maires ? » Je voudrais donc vous demander, Monsieur le Président, qu'à chaque fois que nous évoquerons un sujet, grand ou petit, que ce soit le transfert de la compétence de l'urbanisme ou celui de l'entretien des cimetières, il y ait dans la démarche un temps pour que chaque Maire puisse, dans son conseil municipal, examiner les propositions et pouvoir, non pas renvoyer à une délibération, mais en tout cas un avis pour qu'ils soient entendus et même retenus dans la discussion suivante de la conférence des Maires. Cela me semble essentiel si on veut parler de démocratie.

Ensuite, sur le fond, pour bien dire adieu à l'Agglomération, je vous ai entendu dire « ce qui est bien, je le garde et ce qui n'est pas bien, je le change ». Alors il me semble que pour bien dire adieu à l'agglo, il faudrait changer le système de fiscalité qui est tout à fait injuste. Vous savez que c'est un sujet que je reprends au risque de me faire traiter d'obsessionnel.

Mais un système juste, c'est un territoire, une politique d'abattement et un taux d'impôts sur le territoire en question. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas, j'attire donc votre attention sur le fait que la Métropole pourrait commencer par ce point-là par exemple, lorsqu'elle sera constituée.

Un autre écueil, c'est le transfert de charges. Si l'on prend l'exemple de la Métropole, il a été calculé

en 2001 et immuablement, il n'a pas changé depuis lors. Il me semble que la Métropole, il faut absolument que le transfert de charges soit dynamique, qu'il soit relié annuellement par exemple à l'augmentation du nombre d'entreprises qui correspond à une certaine manne pour l'Agglomération ou la Métropole ou l'augmentation du nombre de logements réalisés avec la même idée d'inclure ceci dans le transfert de charges, mais annuellement. Cela motiverait peut-être les Communes pour s'employer à créer des emplois et du logement, social par exemple.

Comme le disait Isabelle, le transparent m'a bien plu, j'ai envie de vous dire : je marche avec vous tous et toutes. Je souhaiterais quand même que dans ma démarche, je sois accompagné par mon conseil municipal. Merci.

Monsieur le Président

Sur cet aspect des choses, nous avons acté ensemble qu'il y aurait un temps pour retourner l'information vis-à-vis des conseillers municipaux. Je me suis d'ailleurs engagé à le faire, y compris à Prades-le-Lez lorsque vous m'avez convié devant tous les conseillers municipaux, majorité et opposition de la ville de Prades. Ça demandera aux services de travailler un peu plus en amont et à la conférence des Maires de décider un peu plus tôt, mais ça me paraît être tout à fait sain pour la démocratie et l'exercice de notre bonne entente.

Madame Jamet.

Madame JAMET

Monsieur le Président, mes chers collègues. Je ne serai pas courte, mais je pense que j'ai une voix à faire entendre, j'essaierai de ne pas être trop longue. Vous avez commencé cette intervention en remerciant les invités que vous avez conviés et qui vous ont fait le plaisir de venir. Je ne me joindrais pas forcément à ces remerciements, je retiens quand même que dans la tribune, il y a aussi des parlementaires qui ont voté les contours de cette réforme territoriale, d'autres qui se sont courageusement abstenus. Donc, je pense que c'est aussi une prise de position à un moment ou à un autre qu'il faut avoir le courage d'assumer. Je remercie par contre ceux qui ont eu le courage de s'opposer ou en tout cas d'exprimer leurs inquiétudes à l'égard de ce projet. Ce qui m'étonne, sur le fond tant que sur la forme, ce sont ces débats que nous avons aujourd'hui alors qu'il semble qu'effectivement que tout ait été acté à l'insu de notre plein gré. Je ne sais pas de quoi on parle, on a l'impression que l'on est en train de discuter du sexe des anges alors que s'ouvrent de grands défis et que la réforme territoriale, dont on ne peut pas faire l'économie du débat, puisque c'est vraisemblablement cette réforme territoriale qui vous a engagé dans cette folle utopie. Il est étrange, au demeurant, qu'après tout ce processus et les chiffres que vous nous donnez qui sont effarant, quoi que vous en disiez, il y a un grand absent de tous ces débats, il y a un grand absent de tout ce processus, c'est le peuple. Vous ne l'avez interrogé à aucun moment. Nous parlons entre nous, nous sommes dans l'entre-soi. Nous sommes en train de discuter entre élus, entre élites sans que le peuple n'ait été interrogé là-dessus. Une fois n'est pas coutume, je tiens à rappeler que l'article 5, et là je fais référence à l'excellent rapport de Monsieur Navarro, dont j'avais fait lecture au supplément de Monsieur Valls lorsqu'il nous avait conviés à une commission des lois pour parler de ce projet de réforme en nous expliquant qu'on devait déjà s'estimer heureux d'être là et que de toute façon, ils n'en feraient qu'à leur tête parce que le principe était acté. C'est le principe de la démocratie façon socialiste. C'est-à-dire « parle, parle, parle, de toute façon, je fais ce que je veux ». C'est ce qui est en train de se passer. Je rappelle donc que la charte européenne, dans son article 5, invite les institutions locales, lorsque leurs limites territoriales sont appelées à bouger, à faire appel à un référendum. Cet article 5 pourrait s'appliquer de la même façon dans le cadre de la fusion des régions comme il pourrait s'appliquer aussi à ce projet de réforme.

D'ailleurs, je note et rends hommage au grand communicant que vous êtes. Le 3M, c'est une bonne idée à laquelle nous n'avons pas été associés et qui s'est fait toujours dans le même flou artistique,

dans une confidentialité. Montpellier en tout petit, Restinclières, un des réfractaires, en tout gros, etc., je trouve que c'est excellent, vous êtes un bon communicant. Mais pour autant, dans les chiffres que vous nous donnez, je pense qu'il y a un maximum de conseillers municipaux qui se sont prononcés et je pense qu'un maximum de Montpelliérains, de Montpelliéraines, d'Héraultais et peut-être être de Gardois demain qui pourraient exprimer leur réprobation si on leur avait demandé premièrement et si en plus ils savaient de quoi on parle. Je crois que si vous faites un micro-trottoir demain, vous seriez bien mal en peine de trouver qui que ce soit qui sache exactement de quoi nous sommes en train de parler. Et c'est ça qui m'inquiète d'ailleurs, de quoi sommes-nous en train de parler ? Parce qu'il y a des choses excellentes qui sont dites, nous sommes tous d'accord pour qu'on avance, pour que l'économie, notre ville, notre département, notre territoire puisse évoluer et en tout cas exploser économiquement. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Vous êtes en train de faire un machin, une espèce de géant aux pieds d'argile qui est une espèce d'utopie qui ne repose sur rien de concret. C'est ça le plus inquiétant, cette Métropole ou cette mégapole n'a pas la dimension d'une région, mais elle est beaucoup plus grosse qu'un département. Elle ne repose sur rien finalement, puisqu'il était interdit, à l'Assemblée nationale, de parler d'identité. Mais je ne sais pas sur quels projets vous partez. D'ailleurs, je ne sais pas si quelques-uns d'entre vous sont au fait de la dernière réunion des régions de France où paraît-il y avait eu un grand mécontentement que Monsieur Valls a entendu et à la suite de quoi il semblerait que de grands sujets, en tout cas de grands points sur lesquels les régions ne voulaient déroger aient été actés. À savoir le retour de la fiscalité par exemple, de la CVAE sur les régions. À savoir aussi une compétence pleine et entière en matière d'économie et d'emploi. Une compétence pleine et entière en matière de transport. Alors, si ce projet devait aboutir, moyennant quoi il semblerait qu'une union sacrée soit possible tant au Sénat qu'à l'Assemblée nationale et que cette réforme des territoires se fasse avec l'UMPS comme nous avons l'habitude de voir ces grands projets aboutir, si ce projet aboutit, quid de cette mégapole que vous voulez mettre en place. Vous allez vous disputer le transport, vous allez vous disputer la recherche, l'innovation, etc., et on va reproduire à une autre échelle les féodalités, les bagarres et les guerres perpétuelles dont nous avons souffert et donc ce département a cruellement souffert puisque même au niveau départemental ou régional, nous avons pris un grand retard là-dessus.

Je vous l'avais dit la dernière fois, cette décentralisation entraîne de grands travers. Elle va entraîner des dérives institutionnelles, elle va entraîner un déséquilibre des territoires. Tout cela va se faire au détriment de nos services publics, tout cela va se faire au détriment de situations familiales, de bassins d'emploi qui vont basculer, qui vont fondre, un tissu économique qui va se détériorer. Et tout ça, vraisemblablement vous l'avez acté sur le principe de résistance à cette fusion des régions. Il n'était pas utile et nécessaire de courber le dos, de mettre un genou à terre et de renoncer à se battre en faisant cette mégapole pour en tout cas dire clairement notre position à ce projet de fusion.

Je pense qu'aujourd'hui nous le payons, et vous avez pris le problème à l'envers, je pense que tout cela ne résoudra pas le problème de la capitale de Toulouse, ne résoudra pas les problèmes que vont engendrer cette fusion.

Je l'avais dit la dernière fois, la Métropole, c'est comme les antibiotiques, ce n'est pas automatique, elle n'était pas nécessaire cette réforme, elle n'était pas utile et je crois même qu'elle n'est pas souhaitable. J'ajoute en plus qu'entre la désinformation et la non-information, je crois que nous sommes passés à côté de grands sujets qui, je crois, auraient attiré l'attention de nos compatriotes. Et en plus, ce sont eux qui vont payer le prix fort dans tout ça. Je vous l'ai rappelé la dernière fois, je suis étonnée quand même que beaucoup d'entre vous aient renoncé à ce principe sacrosaint de la commune. Je le disais, la commune, c'est là que réside la force des peuples libres. La dernière fois, je citais Tocqueville et c'est très important, parce que le peuple n'a pas été sondé, parce que vous ne savez pas où vous allez, parce que nous sommes en train de discuter depuis tout à l'heure sur des notes, sur des débats, sur des commissions, sur des points, sur un charcutage de territoire qui ne repose sur rien, qui ne repose sur aucun projet de développement, simplement sur des « y-a-qu'à » sur des

« faut qu'on », sur des idées, sur des pieuses intentions, mais qui n'aboutiront vraisemblablement pas.

Je rejoins l'un de mes voisins là-dessus, je rappellerais deux choses pour essayer d'élargir le débat, il y a ce problème d'austérité, c'est sur l'autel de l'austérité que l'on nous a demandé de tuer le mille-feuille. Simplement, vous êtes en train de rajouter une strate supplémentaire qui va forcément entraîner des impôts supplémentaires, qui ne feront pas avancer le schmilblick. C'est une politique ultra libérale que vous êtes en train de mettre en place, qui est mise en place sous la dictée de l'Union européenne. Et nous ne pouvons pas faire l'économie de ce débat. Ce n'est pas faire du hors sujet que de dire que le triptyque commune-département-nation était le triptyque le plus pertinent pour nous défendre contre les agressions, contre les défis du monde, les défis du mondialisme, les défis de l'ultra libéralisme, les défis des marchés financiers que nous sommes en train de subir, du déficit exponentiel et de cette dette structurelle. Tout ça pour dire que vous allez au-devant de grandes difficultés, que vous avez mis la charrue avant les bœufs, que nous sommes aujourd'hui dans un climat d'insécurité physique, d'insécurité politique, d'insécurité sociale et d'insécurité institutionnelle. Je suis étonnée que tout le monde continue de s'étonner sur le débat concernant les cantons et leur devenir, les régions, fusion pas fusion, cantons pas cantons, cantonales pas cantonales, mégapole pas mégapole, Gard ou pas Gard, Hérault ou pas Hérault. D'ailleurs, le Gard, à partir du moment où vous allez élargir votre mégapole à Uzès ou à Alès, le Gard est prêt à partir en PACA. Je suis étonnée du silence assourdissant des Pyrénées Orientales que vous n'avez ou pas contacté ou qui ont refusé de se rallier à votre grandiose idée. Ce qui prouve vraisemblablement qu'ils ont les yeux de Chimène pour la Catalogne du Sud. Nous allons vers un éclatement de nos Communes, des départements, de nos régions et nous allons nous retrouver avec des mégapoles qui seront chapeautées par des ultras régions et qui exécuteront les ordres de l'ultra libéralisme européiste. Ça n'est pas admissible, évidemment je suis cohérente.

Mais si je veux aller plus avant, je tiens à terminer par une phrase de Monsieur Valls, puisque c'est votre grand ami et c'est lui, je crois, qui vous a dicté cette grande idée. Il parlait la dernière fois de responsabilité. Je crois qu'il appartient à chacun de nous de prendre ses responsabilités, d'être responsable et je crois qu'il aurait été utile d'être responsable dès aujourd'hui, de se sentir responsable dès aujourd'hui parce que demain, il y aura des coupables, des travers et des traverses que nous allons devoir franchir. Et en tout cas que nos compatriotes en pleines difficultés financière, économique et sociale vont être obligés de surmonter.

Il parlait aussi de l'émancipation des individus. Je pense justement que le processus que nous sommes en train de mettre en marche est le processus inverse. Nous sommes en train de nous massifier, nous sommes en train de devenir une espèce de piétaille qui n'aura plus de lien avec le politique et vous en êtes la démonstration entière. Le décisionnaire va s'éloigner de nos concitoyens et il y a une crise de confiance, vous êtes en train de l'aboutir définitivement, vous ne leur avez demandé à aucun moment leur avis et vous avez décidé de ce qui était bon pour eux. Et la démocratie, à un moment ou à un autre, contrairement à votre ami Valls, contrairement à Monsieur Da Silva, c'est d'interroger le peuple et de lui demander, non pas de dire « surtout pas de référendum, sinon ils vont voter non ». Oui, il y a un moment où le peuple n'est pas d'accord avec ses élites et il faut l'écouter, c'est ce que l'on appelle la démocratie.

C'est ce que nous condamnons, c'est pour ça que nous voterons contre, que je n'attends pas vos applaudissements, mais que je suis fière de représenter ce que mon collègue qualifiait la dernière fois de Gaulois et de Gauloises.

Monsieur le Président

Merci, Madame Jamet pour votre intervention. Simplement, deux ou trois petites réflexions. Je ne pensais pas vous gêner autant dans vos prévisions avec la construction du pôle métropolitain. Je ne pensais pas vous gêner autant dans vos prévisions politiques avec cette nouvelle conception de pôle

métropolitain, je ne pensais pas que ça avait une aussi grande importance pour vous. Mais j'ai bien compris, à écouter votre démonstration, que ce qui vous gênait et vous l'avez dit en filigrane, lorsque vous avez fait allusion à l'UMPS, c'est que la construction du pôle métropolitain que nous faisons est métropolitaine et elle est en dehors de tous les clivages politiques. Je comprends mieux maintenant, après votre intervention.

Deuxième point, vous avez critiqué les parlementaires qui sont dans la tribune. Certains se seraient abstenus, d'autres auraient voté contre, certains auraient voté pour, me reprochant de les avoir conviés pratiquement. Nous sommes là dans l'exercice normal du protocole républicain. Je sais exactement ce qu'ils ont voté parce que je m'intéresse à eux. Je connais ceux qui se sont abstenus, ceux qui ont voté pour, ceux qui ont voté contre, ceux qui à un certain moment ont voté pour, les mêmes ont voté contre 3h après, je sais tout. Mais permettez-moi de ne pas en faire état aujourd'hui. Aujourd'hui, c'est le protocole républicain.

Troisième petit point, Madame Jamet, le peuple. Mais il ne faut pas venir m'expliquer à moi ce qu'est le peuple. Ce ne sont pas les partis politiques qui m'ont fait gagner Montpellier, c'est le peuple. Eh oui !

Quatrième petit point, vous avez dit « on revient en féodalité ». Oui, la réforme territoriale reconstruit, dans la grande région, le comté de Toulouse. Et dans le comté de Toulouse, il y avait deux grandes capitales, une capitale administrative Montpellier et une capitale politique Toulouse. Voilà, pourquoi ne pas imaginer deux grandes Métropoles ?

Dernier point, vous avez indiqué que le peuple était exclu de la décision que nous prenions aujourd'hui. Certainement pas, les conseillers d'Agglomération, pour la première fois de l'histoire, ont été élus par le peuple sur le même bulletin de vote, sur deux listes séparées, une liste pour la commune et une liste pour l'Agglomération.

Monsieur Revol.

Monsieur REVOL

Monsieur le Président, chers collègues. Si on peut parler dans la sérénité les uns après les autres, merci. Je représente ici la commune de Grabels avec ma collègue Claire Jabado et nous avons voté, à la majorité, contre le passage en Métropole. Nous l'avons fait après des débats approfondis, comme les autres Communes, en présence de Philippe Saurel, puis en assemblée délibérante. La totalité des conseillers municipaux a pris la parole et a motivé son choix. Cet exercice démocratique nous a amenés à cette conclusion, je voudrais brièvement dire pourquoi. D'abord, parce que nous avons reçu, au mois de mars, un mandat populaire et que nous, dans la campagne électorale qui était la nôtre à Grabels, la question de la Métropole était sur la table. Elle était sur la table telle qu'elle avait été envisagée dans la mandature précédente et nous nous étions engagés à voter contre la Métropole. Ce mandat date de six mois et donc, puisque l'on parle du peuple, on se sentait quelque peu engagés par ce mandat.

Qu'est-ce qui a évolué depuis le mois de mars et qui aurait pu nous faire réfléchir et revenir ? Nous n'avons pas voté mécaniquement, nous avons pris en compte tout ce qui a été fait depuis, à l'échelle nationale comme à l'échelle locale. À l'échelle nationale, c'est l'évolution de la réforme territoriale dans une voie qui ne nous convient pas. En effet, la création de ces grandes régions, bricolée sur un coin de table et manifestement négociée avec quelques baronnies ne nous convient pas, car elle ne correspond pas à ce que nous imaginions comme débat démocratique pour pouvoir imaginer ces nouvelles régions. D'autre part, nous nous retrouvons avec une réforme territoriale qui met en avant essentiellement deux pôles essentiels, d'une part des mégas régions et d'autre part 15 Métropoles parmi les 300 Communautés de Communes et Agglomérations du territoire. J'ai le sentiment qu'à

l'échelle nationale nous organisons maintenant une architecture profondément inégale entre les territoires.

Certes, ici, nous cherchons, avec le pôle métropolitain, à compenser cette inégalité par une réelle coopération avec les autres Agglomérations, mais la loi nationale ne nous convient pas. J'espère que, dans le débat parlementaire qui va venir en octobre, il va y avoir une modification de cette orientation. Ça, c'est l'évolution nationale, elle allait dans le mauvais sens et elle nous confirmait dans notre rejet de la Métropole.

Puis, il y avait une évolution locale qui allait dans l'autre sens, qui consistait à faire que l'on organise un véritable débat et que l'on fasse de notre passage en Métropole une véritable coopérative, comme vous l'avez dit, Monsieur le Président. À Grabels, où vous êtes venu plusieurs fois discuter avec nous, nous avons apprécié cette démarche, car ce n'était pas celle qui présidait précédemment et nous avons pris en compte cette évolution. Nous avons aussi pris en compte l'évolution vers un pacte de confiance qui fait, Monsieur le Président, que vous vous êtes engagé, sur votre mandature, à ne prendre sur les dossiers qui nous concernent d'urbanisme et de voirie aucune décision qui serait contraire à la volonté de notre commune. C'était donc l'un des points importants.

Ceci dit, après réflexion, nous nous sommes dit que cet engagement que nous approuvons, certes, n'est pas inscrit dans la loi et que lorsque l'on prend une décision, elle n'est pas prise en fonction des hommes qui vont l'appliquer, elle est prise, quels que soient les hommes qui vont l'appliquer. Et dans ces conditions, cette décision n'est pas inscrite dans la loi. Et je profite d'ailleurs de la présence dans le public des parlementaires pour leur dire ce que demandent beaucoup d'élus de l'Agglomération, beaucoup de Maires, c'est que ce pacte de confiance puisse être intégré dans le marbre de la loi. C'est une revendication que nous sommes très nombreux à porter ici et j'attends une initiative parlementaire dans ce sens.

Donc, après cette réflexion, nous avons conclu que nous ne pouvions pas voter pour à partir du mandat qui nous avait été donné au mois de mars. Et à ce sujet, la question centrale qui nous anime, c'est la question effectivement de la démocratie. Comment garantir un lien à la population qui soit beaucoup plus serré, beaucoup plus proche, dans une période où nous sentons tous qu'il y a une crise de la représentation démocratique ? À ce sujet, l'on pourrait par exemple souhaiter que le Président de l'Agglomération soit élu au suffrage universel. C'est une évolution possible.

Je voudrais aussi faire une remarque sur la conférence des Maires. Ce n'est pas une simple initiative de cette collectivité, puisque dans la loi MAPTAM de janvier 2014, il est prévu que la conférence des Maires se réunit et doit prendre un certain nombre de décisions. Personnellement, je souhaiterais que cette conférence des Maires soit publique. En effet, la publicité des débats est un élément fondamental de la démocratie depuis que Voltaire l'avait rappelé dans l'affaire Calas. La publicité des débats, c'est permettre aux citoyens de contrôler les décisions qui sont prises, les orientations qui sont choisies.

Donc, à terme, il faudrait aller pour que lorsque la conférence porte sur des grands débats importants, nous puissions faire que ces débats soient publics pour que les citoyens puissent ainsi conserver leurs droits d'initiative dans la vie publique. Enfin, pour terminer, je voudrais dire que la liberté communale, je crois que nous y sommes tous très attachés. Liberté communale qui est inscrite dans notre constitution, la libre administration des Communes et ici dans ces états du Languedoc, les Communes avaient conquis leur première liberté dès le 11^e siècle. Et donc, la préservation pour la commune de la capacité de décider avec sa population, c'est une chose que nous vérifions tous les jours, il faut donc s'y tenir.

À partir de là, je ferais la même remarque que Monsieur Martin tout à l'heure. Avec ma collègue, nous prenons acte du fait que la majorité des conseils municipaux se sont prononcés démocratiquement pour ce passage en Métropole. La démocratie, c'est aussi accepter à un moment donné d'être minoritaire. Par conséquent, devant ce vote, nous nous abstiendrons pour marquer le fait que nous ne sommes pas d'accord, mais nous prenons acte de la décision majoritaire. Par ailleurs, soyez certain que je ne serai pas absent dans les engagements qui sont les miens au sein de cette Aggloméra-

tion et de cette future Métropole.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Revol. Merci aussi pour la franchise et la clarté de vos propos. Bien entendu, nous avons fait au niveau local, au travers du pacte de confiance des Maires, ce que la loi aurait pu prévoir et intégrer immédiatement dans son corpus. C'est comme ça. La loi qui indique aux Agglomérations qu'elles passeront de façon automatique en janvier Métropole, pâtit finalement du fait qu'elle est automatique et qu'elle n'a pas à revenir devant les conseils municipaux. Nous sommes le seul cas en France où la Métropole a été construite par la démocratie. Donc, nous avons bien été obligés d'inventer, d'organiser cette démocratie et de faire, les uns vers les autres, des pas respectifs pour arriver à trouver les consensus nécessaires à un accord global. C'est la situation même de Montpellier et de son Agglomération qui nous a mis sur les chemins de cette démocratie pratique et appliquée et c'est un peu là que l'on voit la césure entre les décisions d'en haut et les décisions d'en bas qui sont finalement quelquefois déconnectées. Et cette déconnexion aurait pu largement coûter la place de Montpellier en tant que Métropole parce que si elle n'avait pas pu rattraper le grade qu'aura Toulouse de par la loi, on aurait pu recevoir, à l'instar de Toulouse, les compétences déléguées des autres collectivités ce qui nous fragilisait. Et après, impossible de s'asseoir autour de la table pour essayer de conquérir un quelconque titre de capitale régionale.

Donc, c'est un passage obligé vers cette évolution.

Monsieur Ségura, Maire de Villeneuve-lès-Maguelone.

Monsieur SEGURA

Monsieur le Président, mes chers collègues, mesdames et messieurs les parlementaires, les élus consulaires et les élus communautaires des autres Agglomérations, mesdames et messieurs de la presse. Aujourd'hui, c'est un grand jour pour l'Agglomération de Montpellier, un jour historique et je suis heureux, en tant que Maire de Villeneuve, que les Villeneuvoises et les Villeneuvois fassent partie de cette page d'histoire. Cette aggro, depuis sa naissance, avec les femmes et les hommes qui la composent ou qui l'ont composé, a su s'affirmer nationalement et internationalement. Monsieur le Président, bravo ! Bravo d'avoir, avec des réunions, des consensus fait adhérer les Communes, les Maires, la population et les conseillers municipaux.

Ce pacte de confiance a été fédérateur pour cette Métropole et je renouvelle le vœu que j'avais émis lors de la conférence des Maires et que René vient de citer, c'était justement de faire intégrer dans cette loi ce pacte de confiance qui, je crois, peut donner aux autres fusions qui se préparent ou aux autres Agglomérations qui vont se transformer, l'idée de passer sereinement et avec beaucoup de respect au travers des populations. Je crois que la commune est évidemment le centre de la proximité de notre peuple, de notre population. Je voudrais, à travers mon propos, remercier tous les directeurs généraux des services autour de Christian Fina qui mènent un travail tambour battant pour que cette Métropole soit efficace et effective à partir du 1er janvier 2015. Merci à tous les services également parce qu'ils travaillent d'arrache-pied. Je sais que vous les avez remerciés, mais je voulais le faire parce que je sais que ça n'est pas facile pour eux et Christian a dû passer quelques nuits à gratter le papier sur sa table de nuit. Merci à tous les DGS, au mien et aux 31 autres parce que sans eux, nous ne serions peut-être pas des élus si forts pour notre population. Merci.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur Jean-Pierre Moure.

Monsieur MOURE

Monsieur le Président, chers collègues. Je vais être relativement court. Je m'étais exprimé lors de la

précédente délibération. J'ai plaisir à constater aujourd'hui que l'étape qui se conclut, à une très large majorité, nous donne rendez-vous en gros avec l'histoire des évolutions inéluctables et inévitables. Montpellier se devait d'avoir une place correspondant à un tremplin pour l'avenir, même si cet avenir n'est pas fait que de choses positives parce que nous avons créé une Métropole. Mais au regard de ce que représente Montpellier et son territoire, c'était absolument indispensable. Et je salue ceux qui se sont exprimés favorablement par rapport à cette délibération et je respecte profondément ceux qui ont émis un avis différent. Parce que pour certains, ils ont été fidèles à leur position de toujours et que pour d'autres, ils sont encore dans une incertitude, mais que les lendemains devront dégager.

Ceci dit, le débat de la Métropole pour Montpellier, je ne reviendrais pas sur l'appellation « Montpellier Méditerranée Métropole ». Peut-être que le débat, s'il avait été davantage élargi au niveau du conseil, aurait peut-être permis de trouver un vocable plus communicant, même si celui-ci l'est avec la notion de Méditerranée. Pour moi, ça ne me gêne pas du tout.

Mais ce que je voulais dire, c'est que les vrais actes seront au rendez-vous de la logique de demain et de l'avenir en termes d'actes. Et cela passera par des éléments liés notamment à l'évolution institutionnelle, elle n'est pas aboutie. Le fait d'évoquer un débat d'une grande région Midi-Pyrénées Languedoc-Roussillon ou de deux régions maintenues telles quelles pèsera aussi sur les conséquences potentielles que pourrait avoir, sur le territoire montpelliérain, la notion de Métropole. De toute façon, il la fallait. Il la fallait pour donner cette aura de locomotive à même de tirer le territoire. Et c'est vrai que le relier avec la notion de pôle métropolitain, c'est aussi un intérêt qui est d'asseoir, sur un territoire encore plus large, une cohérence économique, démographique, culturelle, sportive, environnementale qui est tout à fait indispensable dans la stratégie européenne, nationale et mondiale.

Le deuxième élément, c'est qu'elle sera aussi fonction des dotations institutionnelles et celles-ci nous annoncent, de par l'état de la situation du pays, des éléments de moindres recettes pour les collectivités, encore heureux que la Métropole permette d'atténuer ce choc, mais qui seront de plus en plus prégnantes à l'avenir.

Donc, grande vigilance quant au fait de savoir ce que représentera derrière la traduction de la Métropole pour les populations à travers les dotations. Quelqu'un l'évoquait tout à l'heure par rapport aux impôts communaux, la question se posera aussi. Parce qu'effectivement, sur un territoire de 31 Communes, y a-t-il une certaine logique à considérer qu'il puisse y avoir des disparités de commune à commune alors que l'on est sur un grand dénominateur commun ?

Le deuxième élément, c'est que cette Métropole sera confrontée au management et à la gouvernance du territoire. Dedans, j'y mets l'aménagement du territoire, son organisation et la façon dont les hommes et les femmes à responsabilités de ce même territoire auront à conduire les affaires dans les mois et les années à venir. Parce que les sujets ne manqueront pas de se poser pour arriver à positionner, à rattraper le retard de cette Région, de ce territoire, mais également le positionner de manière beaucoup plus adaptée aux écarts qu'il y a entre les populations et les citoyens.

Le troisième élément, je voulais insister là-dessus, parce qu'on parle et c'est bien d'un pacte de confiance. Mais je crois beaucoup à l'intérêt général. Chacun peut avoir sa définition de l'intérêt général, mais l'intérêt général, ce n'est surtout pas l'agrégat des intérêts particuliers. Ce qui veut dire qu'à un certain moment, dans des grandes décisions, nous aurons à faire des choix. Et ces choix, il arrivera qu'ils soient parfois en friction avec les intérêts particuliers. C'est là où la Métropole a son rôle également à jouer de dénominateur commun permettant d'assurer le vrai intérêt général pour l'avenir. Et ça, il faudra que tout le monde comprenne qu'à un certain moment, les vrais choix sont collectifs. Je prends le cas de l'environnement, quand vous positionnez un centre d'enfouissement des déchets ménagers ici ou là, l'intérêt général est souvent marqué par les résistances d'intérêts particuliers. Donc, il faut savoir jouer collectif par rapport à ces questions.

Le quatrième élément, c'est la notion des services à apporter aux populations avec leur accord et leur large engagement participatif. Vous avez mis en évidence, et c'est très bien, les notions de san-

té, les notions de numérique, les 5 éléments sur lesquels portera l'action de l'Agglomération. Ils sont des éléments qui eux-mêmes entrent dans la grande économie du territoire, dans la grande logistique, dans les grandes infrastructures. Et ça, c'est aussi le rôle au quotidien d'assurer, quand on est une Métropole, la liaison avec l'institution régionale et avec l'évolution qui va caractériser celle du département, d'assurer le lien entre les grands enjeux, mais également les côtés pratiques auxquels est confronté l'ensemble des populations.

Pour terminer sur l'évolution institutionnelle. Cette évolution, quelque soit le fait que l'on soit passé ou pas en Métropole, mais ça nous favorise, fait qu'il y a un ticket région/Métropole qui se dessine comme celui le plus dans l'investissement productif et positif par rapport à un territoire. Il faudra le caler aussi, parce que même si c'est la Région, et c'est heureux, qui a une grande compétence économique, n'empêche que c'est sur le territoire d'une large partie de sa superficie qui correspond à celle de l'Agglomération que les entreprises sont présentes. Entreprises entendues de l'artisanat jusqu'aux grandes entreprises qui sont ici. Et quand l'on évoque la question de lutte contre le chômage, on voit tout de suite ce que cela veut dire. Et puis ensuite, il y a l'élément de la proximité qui est liée lui aussi à la réforme des institutions, qui n'est pas encore abouties à travers les choix de compétences et les responsabilités de l'actuel département, conseil général et de ce qui se passera sur le territoire métropolitain en fonction de ce qui sera décidé pour les départements. C'est déterminant par rapport à la politique de la ville que nous avons décidé de mettre dans le cadre de la politique de l'Agglomération de Montpellier. Mais là aussi, au-delà des choix qui seront décidés par le législateur, il y a la question des moyens qui accompagnent les compétences nouvelles potentielles. Et ça, je crois que c'est un travail très important, très actif, auquel l'Agglomération devra se coller et ce ne sont pas uniquement des problèmes de statuts qui vont régler ces questions. Donc, l'assemblée aura beaucoup de travail par rapport à ces questions en devenir. Vous connaissez ma position par rapport à l'approbation de la Métropole.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, Monsieur Moure. Je donne la parole maintenant à Monsieur Roger Caizergues, Maire de Lavérune.

Monsieur CAIZERGUES

Monsieur le Président et chers collègues. Je fais partie des 5 Communes qui n'ont pas voté favorablement à la création de la Métropole. Je ne reviendrais pas sur les propos et les arguments qui ont été évoqués par notre collègue René Revol, j'en partage une grande partie. Ce que je voudrais souligner, c'est que la commune a pris cette position, le conseil municipal a pris cette position après de nombreuses discussions, après avoir reçu le Président Saurel où il y avait plus de 150 personnes avec un échange. Il n'en demeure pas moins que le conseil municipal a jugé par conviction et par attachement à un certain nombre de valeurs de ne pas voter cette création de la Métropole.

Dans la logique de cette position, je m'abstiendrai donc pour le vote de cette délibération. Tout en sachant que c'est évident, au 1er janvier, la Métropole sera créée, nous entrerons dans cette nouvelle organisation juridique qui va bien au-delà d'une simple organisation juridique. Mais comme je l'ai dit à la conférence des Maires, je servirai et nous servirons, les élus de la commune, loyalement tout ce qui se réalisera en respectant et en faisant référence à nos convictions. Nous travaillerons donc pour un avenir que nous espérons meilleur pour l'ensemble des habitants de ce territoire. Nous avons beaucoup parlé, dans le cadre de cette mise en place, de mutualisation, de coopération, ce sont des mots et au-delà des mots des actions qui nous semblent particulièrement importantes et nous travaillons déjà dans ce cadre-là. Mais nous poursuivrons dans cette voie pour que le devenir des habitants de ce territoire soit meilleur.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur le Maire. Je donne la parole à Monsieur Rouilleault.

Monsieur ROUILLEAULT

Merci, Monsieur le Président, chers collègues. Les élus communautaires de Castelnau-le-Lez voteront ensemble pour cette résolution, majorité et opposition. Le conseil municipal de Castelnau-le-Lez a en effet voté à l'unanimité moins une voix la transformation de l'Agglomération de Montpellier en Métropole. Nous nous sommes tous reconnus dans la démarche contractuelle qui a été la vôtre et nous vous en remercions, ainsi que tous ceux qui ont travaillé avec vous dans cette démarche. Ceci étant, Monsieur le Président, nous avons regretté que, pour des raisons d'agenda, vous n'ayez pas pu vous rendre à Castelnau-le-Lez, contrairement à l'annonce qui avait été faite ici même. Nous aurions demandé un certain nombre de clarifications sur quelques points et auquel la délibération que nous avons sous les yeux répond pour certains, mais en creux. Quatre points. Premier point, la fusion envisagée des régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées, dont personnellement si elle se fait, je me réjouirais, est une raison de plus pour créer Montpellier Métropole, mais ce n'est pas une condition politique de cette création. Notre vote d'aujourd'hui aura valeur quels que soit les votes qui vont venir au Sénat d'abord et à l'Assemblée nationale ensuite. Deuxième point, la condition politique du passage en Métropole, c'est le pacte de confiance qui articule la souveraineté des Communes et la coopération intercommunale. Je vous ai proposé, lors du conseil communautaire du 17 juillet qu'il soit fait référence de ce pacte dans le prochain décret créant Montpellier Métropole, en même temps qu'au vote des Communes à la majorité qualifiée. Dans votre interview à la Gazette du 4 septembre, vous avez dit que cette proposition était à l'étude, elle suppose l'accord de Matignon et j'imagine que cet accord ne devrait pas faire difficulté. Troisième point, les compétences de Montpellier Métropole seront centrées, comme il a été dit, sur 5 piliers qui correspondent à l'économie et au transport. Implicitement, comme il n'y a pas le social, ceci veut dire que nous ne sommes pas dans ce que l'on appelle le modèle lyonnais, puisqu'entre Michel Mercier et Gérard Collomb, ce qui a été négocié puis transposé dans la loi MAPTAM, c'est le fait que le social était transféré au Grand Lyon, dans le territoire du Grand Lyon et que pour le reste, c'est le département qui gèrerait le social. Donc, a priori, nous ne sommes pas dans ce modèle-là et c'est important de le dire à quelques mois des élections départementales et du débat au parlement sur l'avenir des départements. C'est une précision importante.

Quatrième point, le titre de 3M, « Montpellier Méditerranée Métropole » est intéressant. Il sera d'autant plus intéressant si un certain nombre de Communes proches – je pense à des Communes comme Mauguio Carnon avec l'aéroport et le littoral et Palavas – rejoignent cette Métropole, bien sûr sous la condition qu'elles en soient désireuses. Je vois donc ce titre comme une promesse d'avenir.

Monsieur le Président

Merci, Monsieur Rouilleault. Deux petits points. Je ne suis pas venu à Castelnau puisque c'est le jour où j'avais rendez-vous avec François Hollande, le vendredi où j'avais rendez-vous avec lui à l'Élysée et où ensuite nous avons inauguré la Foire expo. Et l'heure de l'inauguration de la Foire expo a été reportée par la Région Languedoc-Roussillon. Comme je ne voulais pas qu'il y ait un clash avec la Région Languedoc-Roussillon dans les premiers jours du mandat de Damien Alary, je me suis plié à l'horaire. Donc, je m'en excuse pour le Maire et le conseil municipal de Castelnau.

Deuxième point, sur le social. Le social est intégré dans la réflexion des 5 piliers puisque lorsque l'on parle de santé au titre de l'OMS, la santé sociale, psychologique, morale, physique, sont des

points de vue intégrables. Cependant, ce n'est pas l'un des axes forts que nous soutenons, nous verrons ça au fil de l'eau. Dernier intervenant, Monsieur Grand.

Monsieur GRAND

Je voudrais dire que la majorité municipale de Castelnaud a voté à l'unanimité le passage en Métropole. Monsieur Rouilleault a quelques progrès à faire parce que ça n'a pas été tout à fait majoritaire dans son groupe. Ceci dit, je vais le rassurer concernant la région, j'ai déposé un amendement au Sénat pour revenir sur la décision de la commission spéciale qui pour moi ne se justifie absolument pas. Et d'ailleurs, dans l'exposé des motifs, j'ai mis simplement que rien n'expliquait cette décision et rien ne peut l'expliquer.

Monsieur le Président, mes chers collègues. Cette séance solennelle de notre conseil d'Agglomération acte, après un vote d'une majorité de nos conseils municipaux, la transformation de l'Agglomération de Montpellier en future Métropole. Je me suis exprimé à de nombreuses reprises sur ce sujet, aussi je souhaite aujourd'hui m'en tenir à l'essentiel sur la Métropole. L'essentiel, c'est que la Métropole disposera de nombreuses compétences exercées jusque là par nos Communes. Vous avez proposé et mis en place un pacte de confiance qui repose sur une volonté politique et une confiance entre nous. Ces deux principes sont indispensablement liés, ils pourraient utilement d'ailleurs faire école dans bien d'autres intercommunalités.

Les grands principes de fonctionnement de notre institution se résument principalement à la préservation de la souveraineté de nos Communes, la coconstruction des politiques métropolitaines avec une conférence opérationnelle des Maires qui y contribuent, à l'organisation de la proximité en faisant de la commune le premier maillon de la relation aux habitants. L'application de ces principes va naturellement se poursuivre, notamment par la mise en œuvre d'un pacte financier entre la Métropole et les Communes pour garantir le principe de neutralité budgétaire prévu par les textes. En fonctionnement, par une évaluation juste établie de la charge financière et par un engagement à maintenir, dans nos Communes, un même niveau de services et de prestations. En financement de l'investissement afin de maintenir le niveau que nos Communes pratiquaient jusque là.

Personne ne peut ignorer que dans les circonstances économiques et sociales actuelles, il ne peut y avoir dans nos collectivités de rupture dans le lancement des projets de travaux. Ceci est vrai pour l'Agglomération de Montpellier, mais c'est naturellement aussi vrai pour les autres collectivités comme la région et le département.

Certains points importants resteront à arbitrer, je pense en particulier au poids des transferts de recettes fiscales, par exemple la taxe d'aménagement qui, pour des Communes comme la nôtre, celle de Castelnaud, représente une participation majeure dans l'autofinancement des investissements strictement municipaux. Chacun a bien en tête qu'au 1er janvier 2015, il ne s'agira pas de transfert effectif de toutes les compétences vers la Métropole, cela serait parfaitement impossible.

La Métropole fonctionnera donc, si j'ai bien compris, dans un premier temps en signant avec les Communes des conventions de gestion transitoire. Ne perdons pas de vue que les transferts de compétences s'accompagneront d'un transfert de personnel qui nécessite une prise en compte de sa dimension humaine. Mes chers collègues, depuis la création du District de Montpellier, les évolutions institutionnelles de notre intercommunalité, les 1001 actions d'aménagement de notre territoire, la réalisation de services et d'équipements publics des plus importants aux plus modestes ont toujours reposé sur une vision, une volonté politique et une confiance entre nous. Aujourd'hui, notre pays connaît de graves difficultés économiques et sociales. La presse nationale du jour met en évidence que notre région, et le département de l'Hérault en particulier, sont les plus impactés de France par un chômage endémique. Aussi, cela nous impose collectivement et au quotidien d'être les acteurs d'un changement de comportement politique et d'une action soutenue aux retombées économiques et sociales fortes qui seules redonneront confiance aux entrepreneurs et aux citoyens. Monsieur le

Président, mes chers collègues, aucune loi, aucun texte, aucune habitude ne résiste à une volonté politique et à une vision confortée par la légitimité du suffrage universel. C'est le chemin qui a été pris ici, hier par Georges Frêche – j'ai une pensée pour lui aujourd'hui en ce jour si particulier – et je l'imagine aujourd'hui et demain par vous, Monsieur le Président de la future Métropole Montpellier Méditerranée.

Voilà, mesdames et messieurs, l'esprit qui m'anime depuis 30 ans dans cette enceinte, depuis 30 ans et je sais que les choses vont évoluer. Mais Monsieur le Président, le débat sur la région, le débat sur les départements, c'est un débat extraordinairement important. Naturellement, chacune et chacun à sa place aura à cœur de faire passer les messages qu'il convient de faire passer. Pour ma part, comme j'ai eu l'occasion de le dire dans la presse il y a 48h, je ne peux pas concevoir une désolidarisation technique et politique entre la future région et les Métropoles. Pour une raison toute simple, c'est que comme vous l'avez dit et peut-être le redirez vous, les compétences cardinales sont des compétences liées. Et que naturellement, si nous voulons offrir le nouveau visage dont je viens de parler, il conviendra à ce moment-là que dans l'une et l'autre de ces instances, dans l'une et l'autre des assemblées délibérantes, et surtout dans les exécutifs, les mêmes principes soient défendus. Et pour défendre les mêmes principes, il faut la même qualité d'homme.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je vais donc passer au vote, je m'exprimerai après.

Je vais commencer par demander quels sont les conseillers communautaires qui sont contre le vote de cette délibération. Deux contre.

Qui s'abstient ? 5 abstentions.

Qui est pour ? 84 voix favorables.

La Métropole de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, est actée avec 91 votants, 2 contre, 5 abstentions et 84 voix favorables.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (2 votes contre et 5 abstentions).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

Se sont abstenus : M. Roger CAIZERGUES, Mme Claire JABADO, M. Hervé MARTIN, M. René REVOL, M. Joël VERA.

Monsieur le Président

Merci beaucoup, mais nous applaudirons après. Merci à tous. Merci collectif aux uns et aux autres, à ceux qui ont participé.

En premier lieu et pour commencer, je voudrais, comme je l'ai fait lorsque j'ai été élu Maire de Montpellier et Président de l'Agglomération de Montpellier, avoir une pensée pour celui qui m'a donné ma chance. Aujourd'hui est un grand jour pour la Métropole de Montpellier, pour son Agglomération, nous participons les uns et les autres, au travers du processus démocratique que nous avons vécu, à un changement radical dans l'organisation politique au sens noble du terme. Lorsque je vais utiliser le terme politique, entendez-le au sens étymologique du terme, police, la ville, l'organisation de la cité. Après le District en 1965, puis l'Agglomération de Montpellier en 2001, aujourd'hui, 13 ans après, la Métropole.

Nous avons réalisé avec tous les Maires, les 31 Maires, et je dis à ceux qui ont voté contre que nous avons besoin d'eux et que je ne compte pas travailler sans eux, parce que pour la plupart d'entre eux ils m'ont affirmé, dans le secret de nos conversations leur démarche vis-à-vis de leur électorat, de leurs engagements communaux pendant les municipales et que je les comprends. Loin d'exclure, je suis là pour les rassembler et pour surtout ne pas détruire les relations ténues, mais puissantes qui unissent les 31 Maires de l'Agglomération. C'est un fait unique.

Je m'adresse maintenant aux 26 Maires qui ont porté le projet avec moi et leur dire que j'ai été extrêmement sensible, dans toutes les manifestations, toutes les rencontres, à leur engagement sans faille. On a besoin des pour, on a besoin des contre. C'est une nouvelle façon de faire de la politique, d'organiser la République.

Montpellier a été exclu de la loi rendant les Métropoles obligatoires au 1er janvier 2015, contrairement à Toulouse qui est notre sœur jumelle en Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et avec laquelle il ne faut pas combattre de façon idiote, mais travailler en complémentarité. Parce que Montpellier travaille avec toutes les grandes cités du monde. Demandez aux entreprises de French Tech et vous verrez qu'ils s'adressent à Johannesburg, à New Delhi, à Tokyo, à Sydney, à Toulouse. Le problème, ce n'est pas Montpellier Toulouse, le problème c'est de conserver une grande zone attractive sur tout le grand territoire de la ville de Montpellier et faire en sorte que son niveau ne descende pas pour que les entreprises, les investisseurs, les sièges nationaux des sociétés, les administrations demeurent, dans le cadre de la réforme territoriale, implantés sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier et de sa Métropole.

Ainsi, nous pourrions parler de place de capitale régionale. Sans cela, sans cette mutation, nous aurions été exclus du tour de table immédiatement. Cette réforme territoriale qui s'annonce, qui est en cours, et qui va voir créer de grandes régions et de grandes Métropoles, nous avons voulu que ce soit un projet d'aménagement du territoire, certes, mais pas seulement, nous lui avons donné un corpus économique pour son développement, basé sur 5 piliers. Je vais les reprendre un par un parce qu'il faut bien s'imprégner de ça.

La santé au sens de l'OMS. C'est-à-dire bien sûr la faculté de médecine, bien sûr l'université, le CHRU et ses 13 000 employés, le tissu des cliniques, le tissu de la recherche, mais pas que cela. La santé morale, physique, sociale, psychologique, le bien vivre, la santé au sens de l'OMS.

Le deuxième pilier, le numérique et l'innovation. Le numérique avec French Tech, 75%-80 % des entreprises qui s'installent à Montpellier sont liées au numérique. Et surtout, nous avons un grand travail citoyen à faire, lutter contre la fracture numérique qui isole les citoyens, qui crée des déséquilibres dans l'accès au savoir et à la connaissance et qui ne permet pas aux territoires de monter en puissance parce que les entreprises ne peuvent pas s'y installer parce que non connectées. C'est un grand travail à mettre en place et ça, il faut le faire avec certes l'Agglomération, mais aussi avec la grande région et l'État.

Le troisième pilier, la mobilité. La mobilité parce que notre monde, c'est la mobilité. C'est la citoyenneté que de fournir à chacun la capacité de se déplacer dans un temps convenable, à des coûts limités. Ce sont les transports collectifs, ceux de l'Agglomération bien sûr, mais la future grande Métropole en réseau que nous devons construire avec la Région Languedoc-Roussillon et l'épine dorsale constituée par le TGV Nîmes jusqu'à l'Espagne et puis Narbonne jusqu'à Toulouse. C'est un vecteur incontournable au développement économique. Et à ce titre, j'ai obtenu, l'an prochain, la tenue du sommet des villes à grande vitesse, regroupant Nîmes, Alès, Montpellier, Sète, Béziers, Perpignan, Narbonne, Tarragone, Figueras, Gérone et Barcelone pour pouvoir accélérer le grand projet de TGV.

Le quatrième pôle, le tourisme qui devra passer à la Métropole parce que c'est son échelle de pertinence sur le territoire. Regroupant l'office de Montpellier, mais regroupant celui des autres Communes et travailler ensemble avec la politique touristique de la région. C'est pour cela qu'avec Christian Fina, que je remercie – 7h-22h tous les jours – que nous allons créer ce grand territoire d'art et d'histoire qui permettra de valoriser notre grand patrimoine : bâti, œnologique, touristique, en termes de qualité de vie, environnemental, etc. Et puis, le cinquième pilier.

Ce cinquième pilier pour lequel, avec Isabelle Touzard, nous avons choisi de l'intituler les sciences du vivant, peut-être que son nom changera, mais ce pilier est fondamental. C'est le pilier du respect de l'environnement, de la politique de l'eau, de la protection des terroirs agricoles et viticoles, c'est l'alimentation, la lutte contre les pollutions. C'est tous ces domaines-là qui constituent également un gisement économique à développer. Et puis, c'est la vie des populations de nos territoires dans les 50 ans à venir.

Voilà les 5 piliers économiques de la Métropole de Montpellier. Mais ces 5 piliers ont été également partagés par une vingtaine d'Agglomérations amies capables avec nous de passer des partenariats volontaires, sans aucune strate, aucune administration, uniquement une instance de concertation, une conférence territoriale. Oui, je remets en jeu la République lorsque je crée un pôle métropolitain qui traverse 4 départements, et alors ? Il est du rôle des élus de porter en avant certaines propositions politiques, c'est notre rôle. Ce n'est pas notre rôle de nous coucher dans des chambres d'enregistrement, dans des cabines téléphoniques où on prend les décisions à 3 et où on croit que le reste du monde y adhère. Ce pôle métropolitain accepte les 5 piliers de la Métropole de Montpellier. Alès, Nîmes, le Pays Viganais, Sommières, Uzès, l'Étang de l'Or, Lunel, Pic Saint Loup, les trois de la Petite Camargue, Sète, Mèze, Agde, Béziers, Narbonne et bientôt la Grand-Combe, Argelès-sur-Mer, Lézignan-Corbières, Perpignan. Alors, certains me disent, « votre pôle métropolitain, c'est la Région Languedoc-Roussillon », oui, c'est vrai. Mais ça n'est pas parce que l'on travaille sur une région que l'on est forcément candidat à la région. D'autant que la Région Languedoc-Roussillon va être mariée avec une autre grande région. Donc, il ne faut pas se tromper de cible. Nous, nous musclons l'Agglomération de Montpellier et sa Métropole parce que Toulouse est puissante. Nous donnons à la Métropole de Montpellier les arguments nécessaires pour devenir un pôle d'équilibre avec la Métropole de Toulouse. C'est d'ailleurs comme cela que l'a compris le Maire de Toulouse, Jean-Luc Moudenc, qui souhaite travailler avec Montpellier, pas contre. Et ça, c'est un grand progrès. Alors, un étage d'aménagement du territoire, les 5 piliers qui le soutiennent et puis en dessous, il y a aussi un étage philosophique, un étage politique qui est dû à ma situation politique. J'ai été exclu, c'est comme ça. Tout le monde sait que ça m'a fait de la peine d'être exclu, tout le monde le sait, mais que voulez-vous. D'un désagrément, j'en ai fait un avantage, je ne me réfère plus aux officines parisiennes. Je parle à tous les Maires sans leur demander la couleur de la casaque et lorsque je leur parle, je leur parle de problèmes liés à la vie quotidienne, à l'organisation du territoire. Parce qu'eux, les Maires, ils sont légitimes, ils n'ont pas été nommés par des instances diaphanes. Eux, ils ont été sacrés par le suffrage universel. Donc, je m'adresse aux Maires et je m'adresse aux territoires qu'ils représentent, les hommes et les territoires. Ça aussi c'est une nouvelle façon de faire de la politique, qui n'est pas instance, le pôle métropolitain qui n'est pas dans la région, qui n'est pas dans l'Agglomération, qui n'est pas un département, ce n'est pas non plus une région, c'est un pôle métropolitain. Et ce pôle métropolitain, Max Lévitte a suivi un stage en Suisse sur cela, il peut intégrer aussi des discours, des dialogues avec les autres collectivités territoriales que sont les départements et les régions. Et tout cela doit se faire en corrélation, en dialogue.

Vient le temps de la méthode. Nous l'avons construit ensemble, ce pôle métropolitain. Nous avons beaucoup parlé tout à l'heure, dans le débat, du pacte de confiance des Maires. Mais il y a aussi 40 réunions dans les Communes, il y a 26 réunions dans les autres Agglomérations. Il y a 674 Maires que j'ai rencontrés et je ne compte pas le nombre de conseillers municipaux depuis 4 mois, où nous n'avons pas arrêté tous les soirs. Ce n'est qu'à ce prix que l'on peut construire une politique efficace, ce n'est qu'à ce prix que l'on peut être crédible vis-à-vis de ses pairs et des autres Maires qui eux font du travail de terrain et ont été élus pour cela. Ce n'est qu'à ce prix. Donc, il ne faut pas reprocher à ceux qui gouvernent aujourd'hui l'Agglomération de faire de la politique au sens noble du terme. Ce n'est pas parce que l'on n'a pas de point de vue dogmatique que l'on ne fait pas de poli-

tique. D'ailleurs, Jaurès a dit lui-même, « la République elle sera ou non socialiste ». Alors, il faut revenir aux fondamentaux. Je sais que le discours que je développe en cet instant même n'a qu'une durée éphémère, parce que la vie des partis politiques est sinusoïdale. Un coup elle s'exprime, un coup elle s'exprime moins, on traverse des zones de turbulences et puis ça va mieux. Mais profitons de l'instant, essayons de construire un territoire solidaire qui fonctionne ensemble, un peu en dehors des sentiers battus, tout au service des citoyens. C'est comme cela que nous avons gagné Montpellier, en présentant un autre schéma politique.

Ce schéma politique fait de concertation et de respect des élus, il est prisé au niveau national. Les autres Agglomérations qui deviennent Métropoles sous le coup de la loi, le 1er janvier, sont vraiment très ennuyées. À Marseille, il y a une centaine de Maires qui sont contre la Métropole et ils deviennent Métropole au 1er janvier 2016. Il y aura donc 100 Maires, à l'intérieur de la Métropole, qui seront dans la Métropole, mais contre la Métropole. Donc, ils nous demandent la recette. Et Toulouse, Jean-Luc Moudenc m'a convié tout début janvier, juste avant le passage de l'Agglomération de Toulouse en Toulouse Métropole, pour expliquer la méthode que nous avons utilisée ici pour négocier et notamment le pacte de confiance des Maires. Et puis une série d'Agglomérations au niveau national nous ont demandé de leur envoyer les documents pour savoir comment ils devaient faire. Les parlementaires qui ne se sont pas foulés pour défendre la place de Montpellier en tant que Métropole obligatoire, je les remercie parce que grâce à eux nous avons pu établir ici un processus démocratique qui a fait venir sur les fonts baptismaux une Métropole consentie, négociée et partagée. Et ça, c'est une grande avancée.

Pour terminer, je voudrais rendre hommage à tous ceux qui ont participé à la création de Montpellier Méditerranée Métropole. J'ai dit François Delacroix tout à l'heure, parce que lui aussi, 8h-22h. Je voudrais remercier tous les élus, ceux de Montpellier dont j'ai l'honneur d'être Maire et tous les élus de l'Agglomération qui ont été présent, chacun avec sa différence, mais présent tout le temps du début à la fin du processus.

Je voudrais leur rappeler, puisqu'aujourd'hui il s'agit là d'un baptême, il s'agit là de porter sur les fonts baptismaux la nouvelle Métropole Montpellier Méditerranée Métropole, que lorsque Cambacérès a été baptisé, il a été porté sur les fonts baptismaux par des enfants trouvés de l'hôpital. Nous, et je parle là aux Montpelliérains, nous arrivons de nulle part, nous n'étions pas prévus au programme, eh bien nous avons participé avec tous les Maires de l'Agglomération, avec tous les élus de l'Agglomération à porter sur les fonts baptismaux de la grande Région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées Montpellier Méditerranée Métropole. Cette grande région, c'est le terrain de jeu naturel des comtes de Toulouse, ce sera le terrain de jeu naturel, via l'Europe, de la Métropole de Montpellier. Et puis son jardin naturel, c'est la Méditerranée, nous allons reprendre un faisceau de connexions intelligentes avec toutes nos villes jumelles : Barcelone, Fez, Tlemcen, Tibériade en Israël, Bethléem en Palestine et bientôt Palerme en Italie. Et nous aurons ainsi donné à Montpellier ce que Benjamin de Tudèle, le chroniqueur du Moyen-âge écrivait, « il s'agit là d'une civilisation des plus brillantes et des plus étincelantes de notre Méditerranée ». Merci.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.